



Agroalimentaire Un secteur plein d'appétit

le Canard Libéré



Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Quinzième année N°654 vendredi 18 juin 2021 - 8 DH - Directeur de la publication Abdellah Chankou

L'État subventionne à hauteur de 2 milliards de DH le transport maritime des MRE



Un acte de générosité dans un grand naufrage

P6/7

Confus DE CANARD

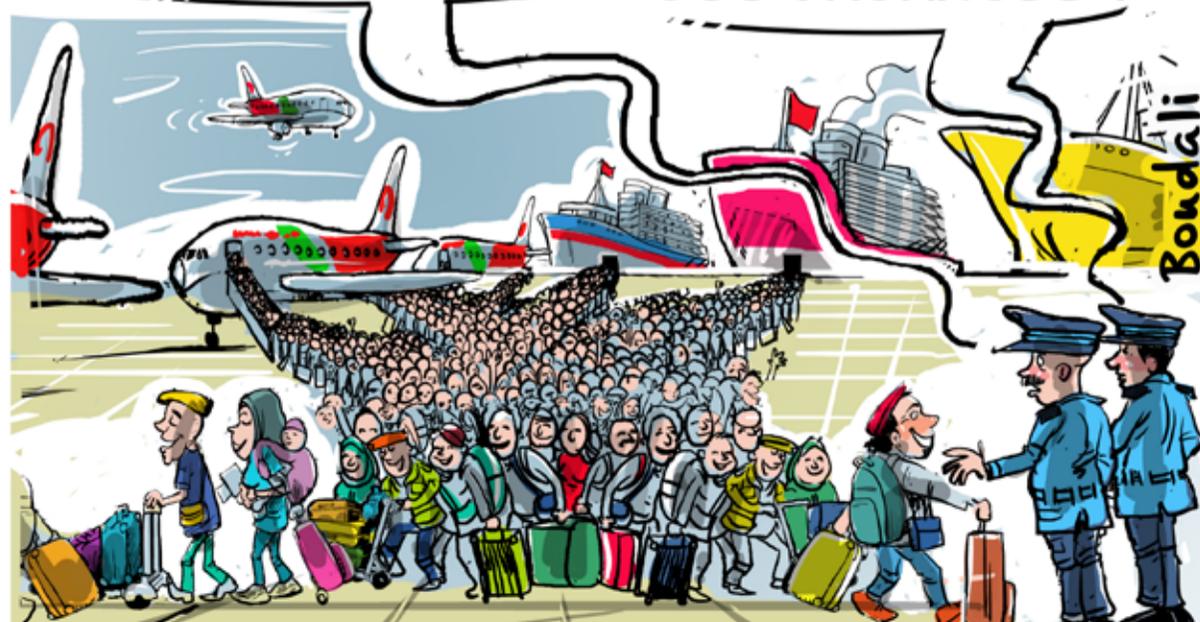
Le meilleur d'entre eux

P2

MARHABA 2021 : LE RUSH EXCEPTIONNEL DES MAROCAINS DU MONDE

DU JAMAIS VU ! C'EST LE GRAND DÉBARQUEMENT !

PENSES-TU QUE LE COVID VA LUI AUSSI PRENDRE DES VACANCES ?



Aït Taleb ouvre les vannes aux médecins importés de l'étranger

Gare à la médecine low cost



Khalid Aït Taleb, ministre de la Santé.

P8

Marhaba 2021

Rush inédit sur la RAM!



Abdelhamid Addou, PDG de la RAM.

P7



Déconfiné de Canard Côté BASSE-COUR

Ruée sur les centres de vaccination

Les Français du Maroc piqués au vif...

P5

Législatives algériennes : Le peuple vote en touche

P7

L'entretien - à peine fictif - de la semaine

El Mostapha Ramid

Un ministre d'Etat dans tous ses états...



P22



Confus de Canard



Le meilleur d'entre eux



Abdellah Chankou



Lors de son passage, jeudi 9 juin, en sa qualité de président du RNI à l'émission «confidences de presse» animée par l'excellent Abdallah Tourabi, Aziz Akhannouch a dévoilé quelques facettes de sa personnalité. Sous le l'opérateur économique accompli, à la compétence reconnue, à rebours de l'image que ses adversaires à court d'arguments tâchent laborieusement de donner de lui, pointe le patriote. L'homme engagé. D'un naturel bonhomme et accessible. Doté du sens des responsabilités et ancré dans les valeurs fondamentales du pays. Celui qui parle avec les accents de la sincérité a déployé pendant une heure environ ses arguments sur un ton serein, sans dénigrer personne.

Seul objectif : Plutôt que de verser dans le racolage politico-médiatique et l'électoratisme habituels, partager avec les Marocains sa vision d'un Maroc qui avance dans la confiance et entreprend audacieusement pour relever les défis post-covid qui l'assaillent de tous parts et ne laisser aucun de ses enfants au bord de la route. Ceci passe évidemment par une rupture avec le style de gouvernance que les Marocains ont eu tout loisir d'apprécier à travers deux profils guignolesques, chacun dans son genre, Abde-

De toutes les figures en compétition, Aziz Akhannouch, n'en déplaie à ses contempteurs pour lesquels il est l'homme à abattre, présente sans conteste le meilleur atout. Le profil le mieux adapté au contexte post-covid et ses multiples enjeux tant en interne qu'à l'international.

lilah Benkirane, le tribun madré qui raconte des blagues et Saadeddine Al Othmani, l'ectoplasme sans souffle qui n'intéresse que par ses bourdes à répétition. Le fkih a succédé au bouffon dans les circonstances que l'on sait. On a changé certes de Premier ministre. Mais rien n'a changé pour les Marocains dont le quotidien reste toujours difficile.

L'un comme l'autre, figés la plupart du temps dans des postures défensives faciles, ont montré clairement leur déphasage par rapport au rôle d'un chef de gouvernement digne de ce nom. Ni leadership politique, ni imagination au pouvoir, ni ascendant moral. Ni animation des équipes. En cause, l'absence d'un minimum de connaissance des problèmes du pays et leur incapacité à prendre de l'initiative tout en se cachant derrière de supposées mains invisibles qui les empêcheraient de travailler pour justifier leur inaction au pouvoir.

Résultat : Difficile de nier que les 10 ans de gouvernance islamiste, qui a montré ses limites au-delà du supportable, ont été porteuses de régression pour le pays. Citez une seule stratégie sectorielle conduite

par un ministre PJD, la moindre réalisation emblématique ou projet ou texte de loi estampillée islamiste en 10 ans de pouvoir ? Pas la peine de chercher. Il n'y en a pas...

On connaît maintenant ce qu'est réellement le PJD qui s'est dévoilé malgré lui en se coltinant les contraintes du pouvoir : Juste une machine à égrener les voix des démunis qu'il engrange tout au long de l'année grâce à la charité politique intéressée dont il est le champion incontesté et non une mécanique intellectuelle qui produit des projets et apporte une valeur ajoutée au bénéfice de la collectivité. Plus grave encore, les islamistes légalisés ont été pris plus d'une fois en défaut sur leurs supposés points forts : L'éthique et la moralité ébranlées par une série de scandales de mœurs impliquant certains de leurs figures.

Du coup, la question est de savoir si, malgré ce bilan calamiteux, les Marocains voudraient s'infliger un troisième mandat islamiste au risque de compromettre sérieusement les chances du redressement du pays et de le voir sortir de ce désert politique où rien d'intéressant ne pousse.

Il est clair que le Maroc a besoin, s'il veut rattraper le temps perdu, d'une rupture d'avec ces marchands de l'illusion et propulser aux commandes des responsables qui ont pour eux l'expérience et l'expertise dans la conduite des affaires publiques. De toutes les figures en compétition, Aziz Akhannouch, n'en déplaie à ses contempteurs pour lesquels il est l'homme à abattre, présente sans conteste le meilleur atout. Le profil le mieux adapté au contexte post-covid et ses multiples enjeux tant en interne qu'à l'international.

Ni politicien démagogue à la Nizar Baraka ou la Abdellatif Ouahbi, ni gourou à la manière islamiste au verbe incantatoire. M. Akhannouch est un dirigeant politique d'un autre genre. Réaliste et pragmatique. Doté des qualités d'un meneur d'hommes et de la capacité de comprendre et de gérer des dossiers complexes compte tenu de son parcours d'industriel accompli mais aussi de sa longue expérience ministérielle qui lui a permis de rester en contact avec la vie réelle en labourant le Maroc de long en large. De tous les ministres, il est de loin celui qui côté terrain a le plus d'heures au compteur. S'il est de notoriété publique que M. Akhannouch ne s'est pas enrichi de la fonction ministérielle - il est riche avant d'entrer en politique- il a en revanche enrichi l'action gouvernementale de son savoir-faire et de son expérience. Un homme qui a fait du bien à l'agriculture et aux agriculteurs grâce au Plan Maroc Vert ne peut que bénéficier de préjugés favorables pour impulser la même dynamique dans d'autres secteurs stratégiques comme l'éducation et la santé qui ont besoin d'une véritable feuille de route.

Avec son projet politique consistant et cohérent pour le pays qu'il a décliné dans le programme chiffré du RNI, Aziz Akhannouch a la capacité de rassembler et à susciter l'adhésion au-delà les clivages partisans. Pour une fois qu'un parti se détache et incarne une alternative politique prometteuse... ●

BANK OF AFRICA
BMCE GROUP



OUR CONTINENT, OUR FUTURE

LE NUMÉRIQUE NOTRE AVENIR

21ressourcespourlavenir.com

L'Afrique est notre avenir, un continent où la transformation digitale constitue une opportunité de croissance pour tous les secteurs d'activités. BANK OF AFRICA s'engage à accompagner son développement en mettant l'innovation et la technologie au service de l'humain, en encourageant le progrès collectif et les réussites individuelles et en offrant une expérience bancaire aux meilleurs standards. Ensemble, révélons le potentiel de l'Afrique aux yeux du monde.



Côté BASSE-COUR



Quand Ronaldo le buteur bute Coca-Cola



Le geste inattendu de la superstar du football Cristiano Ronaldo de déplacer deux bouteilles de Coca-Cola placées devant lui lors d'une conférence de presse de l'Euro 2020, tenue ce 14 juin au stade Puskas Ferenc de Budapest, a suffi pour que le géant des soft drinks de Atlanta pique du nez. En effet, le geste du footballeur a eu un effet en cascade sur la marque qui a vu son cours des actions dévisser de 1,6 % et sa capitalisation passer de 242 milliards à 238 milliards de dollars, soit une perte totale de 4 milliards de dollars, selon un rapport du Daily Star.

Visiblement, Cristiano Ronaldo qui ne souhaite pas que son image soit associée à une marque de soda, aussi célèbre soit-elle, a poursuivi en tenant une bouteille d'eau et en criant « Agua ! » en portugais. La marque Coca-Cola qui a construit une bonne partie de sa notoriété sur le sport aura du mal à pétiller. Il est vrai que Coca-Cola n'a pas de vrai concurrent en dehors de l'eau. ●

Texte de l'Oie

Humour et sarcasme au temps du Coronavirus (31)

Coronavirus... toujours la même chanson

Coronavirus aura marqué toute la planète. C'est la seule chose qui a su incarner et matérialiser le phénomène de la mondialisation. Pour une fois, nous sommes tous égaux dans la souffrance et le calvaire. Pire que la guerre mondiale, Coronavirus continue à engraisser les malédictions et à semer la mort. Après plus de 15 mois de cohabitation, ce virus est devenu capricieux jusqu'à l'extravagance comme l'alcool ou une prostituée : plus on en consomme, plus on s'y attache.

Des fois, on pense qu'il est impossible de bouleverser l'ordre des choses, juste parce que les insuffisances de la réalité l'interdisent. C'est comme lorsque vous allez à pied en tenant votre cheval par la bride ou votre moto par le guidon ; vous acceptez fatalement les inconvénients de la vie auxquelles vous ne pouvez pas échapper. Quoique nous fassions, le temps nous consume et fait de nous ce qu'il veut.

Nous avons certainement changé pour nous adapter, mais nos comportements restent erratiques et désorbités. Demandez à quiconque ce qu'il compte faire dans les jours et les mois à venir, il exprimera certainement des impressions factices en essayant de garder des airs supérieurs pour ne pas flancher, or personne ne peut être en avance sur son temps, ni sur son environnement parce que notre vision temporelle est piteusement bornée.

Il est vrai que dernièrement les chiffres ont baissé ... mais par rapport à quoi, quand on sait qu'au début avec quelques dizaines de cas, on nous mettait la pression et on se laissait abuser par la démesure de la communication. Les chiffres ne veulent rien dire quand on peut en faire ce qu'on veut.

Et là, avec l'assouplissement des mesures, c'est devenu comme un foutoir. Serrer la main est de mise, faire la bise, c'est sans excuse. Et puis avec le vaccin, il faut dire que les piqûres, c'est top mortel : on ne sent rien du tout, sauf si on s'imagine des choses comme on veut, comme pour satisfaire cet ego désabusé de la fausseté

de ses craintes et de ses spéculations.

Tout le monde a des histoires dramatiques à raconter, et on se laisse encore leurrer par les récits fabuleux des gens et qui ne sont en fait que des projections de leurs peurs et incertitudes, mais si on s'y fie totalement, ça équivaut à un suicide déclaré.

Et cette pédagogie barbant qui continue à s'afficher sur nos chaînes télévisées ... qu'on arrête de charrier avec cette rhétorique fade ! Ce n'est pas en étant solidaires que nous vaincrons cette maladie ; inciter à la solidarité est un appel ambigu et flottant, parce que, pour beau-coup, la solidarité passe pour de la légèreté.

Reconnaissons quand même que Coronavirus nous a enchantés et désenchantés ; il nous a fait prendre conscience que la vie est captieuse. Elle est comme une bouteille de vin : elle gagne en complexité et en abou-nissement pour ensuite se vider et déverser son breu-vage et son éclat généreux dans les gosiers assoiffés et blindés.

Quant à Dieu, on aurait aimé que ses voies 'soient' péné-trables, toutefois, il pourrait nous accorder une vraie trêve suivie d'une suspension de cette torpeur résignée qui continue à nous accabler. Il ne s'agit pas de rejeter la responsabilité sur Dieu ou sur une quelconque puis-sance, mais nous espérons que Dieu n'aura rien d'autre à faire que d'exaucer nos vœux ; la patience commence à nous taper sur les nerfs. Si on pouvait contrôler cette foutue vie avec une boule de Cristal ou une baguette magique, on n'en serait pas là. Certains diront peut-être que le jour où Coronavirus dégagera complètement, il leur manquera, mais nous serons quand même obligés de laisser ce chapitre de notre vie derrière nous, sinon il sera un obstacle traumatisant. Faisons en sorte que cette expérience soit une phase de redéfinition de notre vie. ●

Lahcen Ouasmi, Casablanca, 15 juin 2021 -
l.ouasmi@fibenmsik.ma

Le Bourgeois GENTLEMAN

Khouribga, une ville française... (48)

Nous célébrons le centenaire de la ville de Khouribga et de l'OCF, l'Office Chérifien des Phosphates voulu par Lyautey. "Jnaynar Lotti", comme le nommaient les Ouled Abdoun, en signant le décret du 27 janvier 1920, était le seul à être conscient du caractère exceptionnel de ce "Loufisse".

En confiant l'exploration et l'exploitation de l'OCF au seul "Magasin" (ma5zen), Lyautey a ainsi évité la rapacité du secteur privé. Dès juin 1921, la première cargaison de phosphates est transportée à bord du train de Boujniba vers le port de Casablanca. Pour le Libanais Chakib Arsalane, un prince druze nationaliste panarabe, « Lyautey est un ennemi qui ne commet pas d'actes indignes. Il est au point de vue indigène le plus dangereux Français que le nord d'Afrique ait connu, parce que le plus sage. Il savait par sa sagesse calmer les Arabes ». C'est ainsi que cet émir du Moyen-Orient essayait de s'expliquer, en 1931, à l'occasion de l'exposition coloniale de Paris que Lyautey présidait, le respect qu'ont les Marocains pour "Jnaynar Lotti". Lyautey était certes un royaliste profondément légitimiste, mais il a toujours méprisé la République française, même si cette dernière n'a cessé de l'honorer, le faisant tour à tour académicien, ministre de la guerre, maréchal, commissaire de l'Exposition coloniale de 1931... "Jnaynar Lotti" s'est fait beaucoup d'ennemis à Paris. Philippe Pétain a profité de la guerre du Rif d'Abdelkrim Satabi pour le pousser à quitter le Maroc. Chakib Arsalane, le prince de l'éloquence (أمير البيان) passe sous silence le fait que "Jnaynar Lotti" s'est battu pour absoudre la rapacité et la brutalité coloniale, ainsi que le regard hautain qu'ils portaient sur les indigènes. Les nationalistes panarabes avaient une vision binaire et des idées simplistes des rapports de force qui les ont menés droit vers la Guerre du Golfe en 1990 et Da3ich de nos jours en 2021. "Jnaynar Lotti" était un personnage complexe : monarchiste au service de la République, Général dans l'armée française tout en méprisant l'esprit militaire, fervent catholique tout en défendant l'Islam, légitimiste défendant le Sultan contre les potentats tribaux, un type imbu de son autorité déniait celle de sa tutelle parisienne... Avec lui les révoltes de Bled Siba

se font plus rares et le Magasin (makhzen) est devenu plus fort. Selon les termes d'un sultan, les Marocains sont devenus des "daj bi 3em3om n7asse (poules au bec de cuivre), incapables de faire le moindre mal au Magasin. La nature des révoltes des Marocains va se modifier rapidement car les villes ont considérablement augmenté de taille. De même, les Marocains vont eux-mêmes changer. Désormais, ils vont se définir par leur position sociale. Ils commencent à tirer leur identité de leur appartenance aux strates sociales. Chez les Ouled Abdoun, les « Samassa » (des métayers rémunérés par le cinquième de la récolte) vont se muer en une nouvelle classe sociale salariée à l'année : celles des « zoufria » (ouvriers). C'est une révolution culturelle qui va entraîner une restructuration sociale. Les Ouled Abdoun vont passer du jour au lendemain du nomadisme pastoral à la sédentarité ouvrière. Cela ne va pas être chose facile pour les managers zéropeens de l'époque, en dépit de la volonté de Loufisse (L'OCF) de fixer ces nouveaux « zoufria » dans des "villages miniers" périphériques de style traditionnel. Ces nombreux cadres administratifs et techniques zéropeens vont fournir des modèles d'habitat et de modes de vie qui, de rêves inaccessibles ou de spectacles curieux qu'ils étaient tout d'abord, sont devenus des thèmes d'ambition populaire. Plus tard, Khouribga deviendra l'un des bastions de la revendication syndicale. En plus du modèle des managers zéropeens, Casablanca exercera aussi sur les zoufria des mines de Khouribga une puissante attraction avec toutes les séductions de la modernité. Le Développement de Khouribga apparaît comme la résultante de forces qui se contrarient mutuellement : la croissance de la production des phosphates, les besoins en main d'œuvre sédentarisée, transformer les Samassa en zoufria et en attirer d'autres qui soient plus stakhanovistes, gérer l'expansion démographique rapide de la ville et le retard en équipements nécessaires pour répondre aux besoins de ces zoufria creatio ex nihilo. ● (A suivre)

Bourgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com



Côté BASSE-COUR



Les Français du Maroc piqués au vif...



Hélène Le Gal, Ambassadeure de France à Rabat.

rum chinois Sinopharm ! Scandale... En principe, la diplomate en question ne peut pas rentrer dans son pays d'origine. Sauf si elle accepte, tout comme le reste de ses compatriotes dans la même situation qu'elle, de se soumettre à un auto-isolement de 7 jours...

Cette affaire a fait vigoureusement réagir l'Association Français du monde-Adfe au Maroc dont la présidente Bérangère El Anbassi a appelé la France, dans une lettre en date du 9 juin adressée au Secrétaire d'État Français, Jean-Baptiste Lemoine, à rectifier la piqure et reconnaître le vaccin chinois Sinopharm. « Nos compatriotes sont choqués que la France n'admette pas le vaccin Sinopharm qui leur a été administré alors qu'il est reconnu par l'OMS », lit-on dans cette lettre. Qualifiée d'« unilatérale et arbitraire », cette décision « va pénaliser un grand nombre de Français, vaccinés au Maroc, lors de leur retour en France cet été » puisque une semaine sera bouffée par la quarantaine.

La quarantaine en pension complète fait désormais partie des packages touristiques ! Vive les chinoiseries ! ●

Les vaccins anti-Covid chinois Sinopharm et Sinovac (mais aussi le russe Spoutnik) ne sont pas les bienvenus sur la liste des vaccins validés par la France. Ce pays européen n'a admis que les vaccins reconnus par l'agence européenne du médicament (EMA) que sont Pfizer, Moderna, AstraZeneca et Johnson & Johnson. Du coup, les personnes issues de pays tiers qui ont reçu l'injection chinoise ou russe, comme c'est le cas du Maroc, ne peuvent pas entrer, à partir du 15 juin, sur le territoire français. Sauf que nombre de Français vivant dans le Royaume, à commencer par l'ambassadrice de France à Rabat Hélène Le Gal, ont été vaccinés avec le sé-

LE PJD DE MOINS EN MOINS SÛR DE RESTER AU POUVOIR

JE CROIS QUE LES MAROCAINS NE VEULENT PLUS DE NOUS...

J'AI CONSULTÉ UNE CARTOMANCIENNE ET ELLE M'A DIT QUE C'EST UNE FAKE NEWS



Le GCAM et l'UMP6 au service de l'entrepreneuriat

Le Groupe Crédit Agricole du Maroc (GCAM) et l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) ont signé, mercredi 9 juin, deux conventions de partenariat pour développer l'innovation et l'entrepreneuriat au Maroc.



La première convention, globale, porte sur la définition d'un cadre général de l'accord. La seconde, plus spécifique, concerne les modalités de collaboration entre le GCAM et le P Curiosity Lab, un des programmes d'accompagnement en entrepreneuriat de l'UM6P. « Ces conventions ont pour but de déployer un programme d'open innovation en co-construisant, avec l'UM6P, des solutions concernant plusieurs domaines dont les services financiers, l'inclusion financière, l'agriculture, le monde rural, l'entrepreneuriat des jeunes... », souligne un communiqué du GCAM qui explique que « le GCAM et l'UM6P s'engagent à appuyer la création, la co-construction, le développement et la mise en œuvre de projets créateurs d'emploi contribuant à favoriser le développement de l'innovation et de l'entrepreneuriat au Maroc ».

L'Université a déjà initié divers programmes d'accompagnement à l'écosystème entrepreneurial national et continental, ce qui a permis à plus de 200 porteurs de projets et startups d'être incubés dans le « startups campus » de Benguerir nommé « StartGate ». ●

L'université Mohammed V de Rabat distinguée



« Quacquarelli Symonds » a intégré uniquement les 1.300 meilleures universités mondiales, rappelle un communiqué de l'UM5R. Ce classement se base sur six critères dont la réputation académique (40%) et le ratio professeurs/étudiants (20%), les citations et la qualité de la recherche (20%).

A rappeler que dans l'édition de l'année 2021 du classement des chercheurs (AD Scientific index 2021), Rajaâ Cherkaoui El Moursi, professeur à la faculté des sciences (FS) de Rabat, a été classée première en Afrique, suivie de Farida Fassi qui enseigne également à la même faculté. ●

L'université Mohammed V de Rabat (UM5R) est la seule université marocaine à figurer dans le classement international QS World University Ranking 2022. Publié officiellement le 8 juin 2021, ce classement du cabinet britannique

Ruée sur les centres de vaccination

Depuis que les autorités marocaines ont lié les déplacements et les voyages au Maroc et à l'étranger à l'obligation de produire un pass sanitaire, c'est la foule des grands jours qui déferle sur les centres de vaccination où les gens piétinent le respect de la distanciation sociale et le port du masque. Bonjour les clusters ! C'est que tout le monde veut du coup recevoir sa première ou deuxième dose y compris les récalcitrants. Derrière cette mobilisation sans précédent, le désir de ne pas rester cloîtré



à la maison et profiter des vacances d'été après plus d'une année de confinements et de restrictions. ●

COVID: LE MAROC EST-IL À L'ABRI D'UN REBOND?

T'ES SÛR QU'IL N'Y A PAS UNE TROISIÈME VAGUE QUI ARRIVE?





Le Maigret DU CANARD



L'État subventionne à hauteur de 2 milliards de DH le transport maritime des MRE

Un acte de générosité dans un grand naufrage

La décision du gouvernement de soutenir au prix fort les tarifs de la traversée pour les MRE entre en résonance avec une triste réalité : La disparition du pavillon national et la dépendance du Maroc vis-à-vis de la flotte étrangère pour le transport de passagers et de marchandises.

Jamil Manar

Quelque 2 milliards de DH ! C'est l'enveloppe que l'État marocain devrait mobiliser au titre de la subvention exceptionnelle des tarifs de la traversée maritime pour les MRE vivant en Europe dans, le cadre de l'opération Marhaba 2021. C'est le prix à payer - et il est colossal - pour obtenir un prix préférentiel des billets aller-retour conformément aux instructions royales pour faire bénéficier les Marocains du monde de tarifs abordables et désamorcer la flambée des prix au-delà du raisonnable sur les parcours de contournement des ports espagnols habituels notamment Algesiras) décidés par le Maroc: Gènes en Italie et Sète en France. Ces deux lignes seront renforcées d'une troisième ligne Marseille-Tanger Med et d'une autre ouverte dans le port portugais de Portimao.

L'itinéraire aller-retour Sète-Tanger pour deux adultes, trois enfants et une voiture coûtait initialement un peu plus de 3.000 euros. Une fortune. A quoi il convenait d'ajouter des frais supplémentaires pour les familles marocaines qui habitent au sud de l'Espagne, qui doivent se rendre jusqu'à Sète en raison du contournement cette année encore des ports espagnols habituels notamment Algesiras remplacés également par celui de Gènes en Italie.

Grâce à l'effort financier des pouvoirs publics, une famille de 4 personnes avec voiture débourse seulement 995 euros pour les lignes long-courriers et à 450 euros pour les parcours moyen-courriers. Le gouvernement n'avait d'autre choix que de mettre la main à la poche étant donné qu'il ne pouvait pas faire pression sur les compagnies étrangères pour revoir leurs tarifs à la baisse. Le geste de l'État est louable, sauf qu'il représente une perte sèche pour les finances publiques- déjà exsangues en raison des effets dévastateurs de la pandémie- et une manne extraordinaire en devises qui profite aux ferries italiens et français. Ce qui revient au fond à subventionner les économies de ces pays européens.

Privatisation

Le gâchis est monumental ; il rappelle une triste réalité : le démantèlement incompréhensible du transport maritime national, fret et passagers dans le sillage de la faillite de Comarit de Mohamed Abdelmoula et la disparition d'IMTC de Mohamed Karia, précédées par la privatisation en 2007 de l'armateur public Comanav, tombé dans l'escarcelle de l'armateur français CMA-CGM. Résultat : le Royaume a quitté la navigation sur le détroit alors qu'il assurait jusqu'à 1996, grâce à ses armateurs, près de 75% du trafic passagers sur ce bras de mer de 15 kilomètres...

Est-il sain que le Maroc, qui possédait naguère plusieurs vraquiers, n'en possède pratiquement plus aucun aujourd'hui pour le transport de ses plusieurs dizaines de millions de tonnes de produits comme le blé, le charbon, le pétrole et les phosphates ?

A croire que l'âge d'or du pavillon national, les années 70-80, n'est plus qu'un doux souvenir dont se délecte une poignée de nostalgiques. A cette époque, l'armement national comptait 66 navires qui assuraient 25% du commerce extérieur du pays. Aujourd'hui, la flotte marocaine avoisine zéro, résultante de l'inconséquence incroyable des dirigeants du secteur. Quant à la Marine marchande, elle a sombré depuis longtemps dans la médiocrité, devenant tellement superflue qu'on n'entend même plus parler... Outre son coût social non négligeable (des bataillons de sans-emplois issus de l'institut supérieur des études maritimes (ISEM) viennent grossir chaque année les rangs des diplômés-chômeurs), le grand naufrage du maritime se traduit pour le budget de l'État par un coût financier exorbitant qui confine au scandale : quelque 25 milliards de DH pour le fret et quelque 4 milliards de DH



Reconstruire le pavillon national est un impératif stratégique...

Le Maroc désarmé

Le plus gros des produits agricoles marocains exportés vers l'Europe étant acheminés par voie terrestre grâce au TIR jusqu'à Tanger pour transiter ensuite par le port d'Algesiras, il y a fort à craindre pour leur convoyage suite à la décision du Maroc de boycotter les ports espagnols après la crise diplomatique née du scandale Brahim Ghali. Car si d'aventure, la croisade espagnole contre la tomate marocaine devait encore reprendre, comme cela est arrivé par le passé, le Maroc se retrouvera cette fois-ci complètement désarmé faute de navires à réquisitionner pour contourner le blocus espagnol via les ports français. Ce serait alors une catastrophe pour les exportateurs nationaux qui se retrouveraient avec leurs produits périssables sur les bras.

Cette stratégie de contournement avait fonctionné en 2000 lorsque les principales fédérations de producteurs et d'exportateurs de produits horticoles espagnols, regroupées au sein du Comité de Coordination des Organisations d'Agriculteurs et d'Éleveurs (COAG), avaient décrété l'extension du blocus des produits agricoles marocains à toute l'Espagne. A cette époque-là, plusieurs navires marocains appartenant à Comanav, Comarit et IMTC ont été mobilisés pour convoier la marchandise en passant par les ports français de Sète et Marseille. Aujourd'hui, cette possibilité de déroutage du trafic n'est plus possible. Sans flotte nationale digne de ce nom, le Royaume ne saurait non plus, dans le droit de fil de la vision africaine ambitieuse de S.M le Roi Mohammed VI et sa volonté forte de développer le partenariat sud-sud, être en mesure de renforcer ses échanges commerciaux avec les pays du continent. Le même handicap maritime frappe la relation économique du Maroc avec ses pays partenaires du monde arabe dont, faut-il encore le rappeler, il est lié pour certains d'entre eux par des accords de libre-échange...Il serait utopique dans ce sens de compter sur les armateurs étrangers pour mettre en place des dessertes compétitives.



Le Maigret DU CANARD



(auxquels il faut ajouter la subvention actuelle de 2 milliards de DH) pour le transport passagers. Soit un manque à gagner total en devises de plus de 30 milliards de DH (à revoir à la hausse suite à la flambée du prix du fret en raison de la crise sanitaire) qui profite exclusivement au pavillon étranger qui assure plus de 95% du commerce extérieur national.

Hémorragie

Comment un pays réputé pour son passé maritime prestigieux qui dispose de deux façades maritimes longues de plus de 3.000 kilomètres et construit l'un des meilleurs ports sur la Méditerranée (Tanger Med a-t-il pu laisser mourir son armement sans réagir ?) La question mérite d'être posée surtout que la tendance mondiale n'est pas au désengagement des États du secteur maritime. Bien au contraire. Aucun pays de la région maghrébine n'a privatisé sa compagnie nationale de navigation. Qu'est-ce qui expliquerait alors cette résignation à accepter une dépendance commerciale presque totale envers la flotte étrangère ? Aucun responsable n'a fourni jusqu'ici la moindre réponse à cette interrogation légitime...

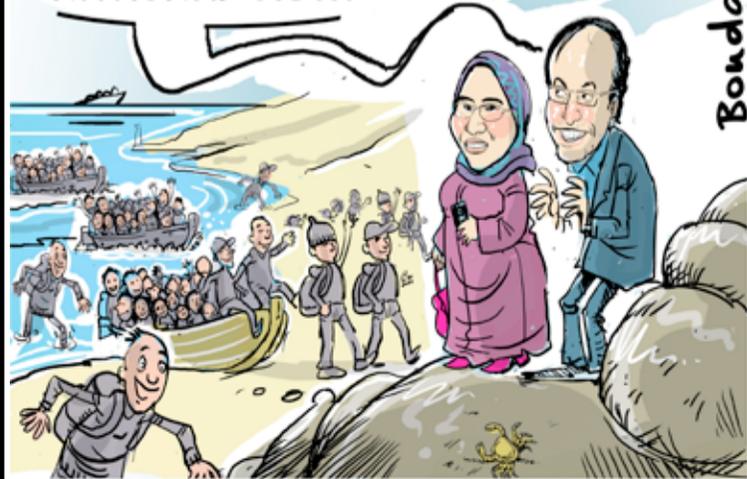
Ironie de l'histoire, la disparition de l'armement national de la carte mondiale intervient à un moment où le Maroc a noué une série d'accords commerciaux avec ses partenaires notamment africains et arabes. Comment développer concrètement ces échanges et les hisser à un niveau souhaitable sans une flotte nationale digne de ce nom qui lui permettra de se réapproprier son destin maritime ?

Pour un pays qui jouit d'une position stratégique exceptionnelle et fort de deux belles façades maritimes s'étirant sur plus de 3.000 kilomètres, il y a de quoi s'interroger sur les subtilités ayant poussé les responsables à laisser mourir le secteur maritime national. Sans rien tenter pour le sauver ou le reconstruire alors que l'armement participe de la souveraineté d'un pays. N'est-il pas urgent d'arrêter cette hémorragie financière qui fait saigner une économie nationale déjà mal en point et qui a besoin de toute sa richesse pour croître et se développer ? Est-il normal que le Maroc dépende de compagnies étrangères pour le transport de sa diaspora installée en Europe ?

Un saignement aussi colossal doit en principe interpeller les gouvernants et les pousser à prendre le problème maritime à bras-le-corps. Ce n'est pas avec des études qui restent dans les tiroirs, à l'image de celles confiées la plupart du temps à des cabinets étrangers, qui puisent leurs données auprès des professionnels du secteur, que le transport maritime national, trusté depuis 2011 par deux ministres islamistes (Abdelaziz Rabbah puis Abdelkader Amara qui ne comprennent que dalle au maritime), ayant montré suffisamment son incapacité à relancer ce secteur stratégique sur de nouvelles bases, renaîtra sur des bases solides. Seul le génie qui a conçu le port Tanger Med peut dans une démarche volontariste et experte redonner au maritime son prestige d'antan. Vivement le retour d'un grand ministère de la Mer dans le prochain gouvernement ! ●

LE MAROC SANS FLOTTE MARITIME !

C'EST
NOTRE PAVILLON
NATIONAL BIS...



LE MAROC POINTÉ COMME UNE LESSIVELISE D'ARGENT DE LA DROGUE DANS L'IMMOBILIER

ENVOIE-MOI LES BRIQUES
S'IL TE PLAÎT...



Marhaba 2021 : Rush inédit sur la RAM !

Du jamais vu à la RAM ! Les réservations des vols sur la compagnie nationale ont suscité un engouement tel que les serveurs de la plateforme de l'entreprise ont été saturés. Ce blocage a duré une à deux heures, selon le PDG de la RAM qui a donné une conférence de presse lundi 14 juin au sujet de l'opération exceptionnelle de retour des MRE lancée la veille sur instructions royales. Pris d'effolement, le compteur affichait 120 000 réservations en une seule journée.

Un record absolu. Résultat : Les billets retour Maroc-France entre le 15 et 31 août sont épuisés, de même qu'il est impossible de trouver un vol pour la période précédant Aïd Al Adha (la fête du sacrifice).

Ce rush sur les sièges d'avion RAM s'explique en grande partie par les tarifs promotionnels défiant toute concurrence pratiqués, à l'occasion de l'opération Marhaba 2021, qui oscillent entre 120 et 150 euros, visant à encourager les MRE à rentrer au bercail. Ceux qui ont acheté



leurs billets avant cette opération spéciale s'en sont mordu les doigts. Qu'à cela ne tienne! M. Addou leur a annoncé une bonne nouvelle.

La possibilité de les échanger contre un avoir à utiliser ultérieurement.

La demande est si importante que la RAM envisage de louer 8 avions pour atteindre sa capacité maximale (3 millions de sièges) pendant cette saison de tous les records. De quoi permettre au transporteur national, dont les avions ont été cloués au sol par la crise sanitaire, de reprendre son envol... ●

Législatives algériennes :

Le peuple vote en touche

Comme il fallait s'y attendre, les élections législatives algériennes anticipées du samedi 12 juin 21 ont tourné à la mascarade. Le scrutin a été marqué par un très fort taux d'abstention provoqué par le mouvement contestataire du Hirak et une partie de l'opposition qui ont boycotté cette élection. L'enjeu principal qu'est le taux de participation n'a atteint que 23 %, soit le score le plus faible depuis au moins deux décennies pour des législatives, selon le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Chorfi. Il s'agit des premières législatives depuis le soulèvement populaire sans précédent et pacifique provoqué le 22 février 2019 par le

rejet d'un cinquième mandat du président Abdelaziz Bouteflika, contraint près de deux mois plus tard à la démission, après vingt ans au pouvoir.

Mais, quoi qu'il arrive, le régime militaire en place qui refuse de lâcher prise et desserrer l'étau sur le peuple algérien n'en a cure.

« Pour moi, le taux de participation n'a pas d'importance. Ce qui m'importe, c'est que ceux pour lesquels le peuple vote aient une légitimité suffisante », a indiqué l'énigmatique président Abdelmajid Tebboune. Évidemment, le plus important pour lui et ses patrons est que rien ne change et qu'il continue à servir de façade civile pour ses maîtres en treillis. ●



Le Maigret DU CANARD



Aït Taleb ouvre les vannes aux médecins importés de l'étranger

Gare à la médecine low cost

Pour pallier le manque de praticiens qui cèdent de plus en plus aux sirènes de la migration, le ministère de la Santé s'apprête à s'attacher les services des médecins étrangers. Faut-il s'en réjouir ?

Jamil Manar

Le secteur de la santé au Maroc n'en finit pas de cristalliser les mécontentements. D'abord des professionnels eux-mêmes qui sont vent debout contre la dernière décision du ministère de tutelle qu'ils jugent néfaste pour leur profession : autoriser les médecins étrangers à exercer au Maroc. Une décision dont ils voient une menace directe pour leur activité du fait de la concurrence qu'induirait éventuellement les praticiens importés d'ailleurs. Pour faire échec au projet de Khalid Aït Taleb, le corps médical privé a allumé les contre-feux en mobilisant ses principaux syndicats: le Collège syndical national des médecins spécialistes privés (CSNMSP), le Syndicat national des médecins du secteur libéral (SNMSL) et le Syndicat national des médecins généralistes (SNMG), ainsi que l'Association nationale des cliniques privées (ANCP).

Les représentants de ces corporations se sont réunis le 1er juin avec le ministre. Parmi les principales revendications formulées, leur implication dans la confection de « toutes les lois et les décrets concernant leur profession ». La loi problématique du moment, portant le n°131/13, a été soumise au Parlement pour qu'elle soit amendée à la lumière du feu vert ministériel pour l'importation des médecins étrangers. Dans un communiqué commun rendu public par les quatre syndicats, ces derniers, qui ont initié une opération de lobbying auprès des députés pour qu'ils prennent en compte leurs propositions d'amendements, ont « rappelé à monsieur le ministre que S.M le Roi a insisté sur la recherche des grandes compétences au bénéfice de la santé des citoyens ». Et les signataires du communiqué de tirer la sonnette d'alarme: « Toute ouverture » qui ne va pas dans le sens du respect de la recommandation royale « pourrait s'avérer néfaste et sans valeur ajoutée pour la santé du citoyen ». A cet effet, ils réclament que l'appel au personnel médical étranger soit orienté « de façon prioritaire vers le secteur public » qui souffre d'un déficit en ressources humaines, et que l'exercice du métier « ne leur soit ouvert que dans les déserts médicaux ».

Protection sociale

Les déserts médicaux ! Le mal éternel. Ces derniers, qu'on trouve dans le Maroc profond, se traduisent, faute de médecins généralistes ou spécialistes ainsi que de structures de santé adéquates, par l'inaccessibilité des soins pour une bonne partie de la population marocaine. Ce problème complexe, que tous les gouvernements qui se sont succédé n'ont pas pu résoudre, est due initialement à l'absence de l'attractivité de nombreuses régions du pays



Khalid Aït Taleb. Aller au-delà des mesures cosmétiques...

qui manquent des attributs susceptibles de pousser les professionnels de la santé à s'y installer ou à y construire des cliniques. Du coup, le gros des praticiens et des cliniciens opère sur l'axe Rabat-Casablanca et des villes comme Marrakech, Agadir, Fès ou Tanger. Autrement dit, le règlement du dossier des déserts médicaux est intimement lié au désenclavement et au développement des zones reculées.

Face au départ continue des médecins marocains vers des pays occidentaux notamment la France (quelque 7.000 médecins au cours des deux dernières années, soit 30% du nombre des lauréats des facultés de médecine et de pharmacie du pays), le ministère de la Santé croit avoir trouvé la parade: Importer la main d'œuvre étrangère médicale pour pallier ce manque et relever par conséquent le défi colossal de la généralisation de la protection sociale voulue par le souverain. Mais est-ce la bonne solution ?

Beaucoup de questions se posent dès lors qu'il s'agit de recourir aux médecins venus d'ailleurs. D'abord quels profils de praticiens seraient éventuellement intéressés à venir soigner les Marocains ? Certainement par ceux issus des pays développés qui sont bien formés et compétents. D'où la tentation de se rabattre sur des médecins « low cost » et très peu bien outillés, comme les dirigeants des syndicats de la médecine privée en ont exprimé la crainte auprès du ministre de tutelle, qu'ils ont invité à mettre en place des commissions pour évaluer le degré de compétence des médecins étrangers.

Se résoudre à ce choix problématique signe clairement l'échec de la politique de santé au Maroc du fait de son manque d'attractivité qui s'est traduite entre autres par l'émigration des médecins du cru vers l'étranger. Ce qui est un énorme gâchis pour le pays qui n'arrive pas à retenir une partie de son personnel médical dont la formation lui a coûté des budgets colossaux.

Recourir aux médecins étrangers ne peut être qu'une solution de replâtrage ou un pis-aller. Le vrai remède c'est de rendre l'exercice de la médecine plus attrayant, à la fois sur le plan matériel et « formationnel », pour les Marocains qui ont choisi ce métier. Stopper l'hémorragie est à ce prix. Le vrai enjeu de la santé au Maroc n'est pas l'ouverture du capital des cliniques aux forces de l'argent ou le vote de lois pour importer des praticiens d'ailleurs. Il faut arrêter avec ces mesures cosmétiques qui n'agissent pas sur les dysfonctionnements. La solution idoine, qui suppose un certain courage politique, est de mettre en place un véritable partenariat public-privé fondé sur un cahier des charges aux contours clairs. C'est le seul moyen susceptible de régler les défaillances qui minent les hôpitaux et améliorer l'offre de soins de plus en plus indigente qu'ils proposent. Tout un programme. ●

LE PATRON DU HAMAS INVITÉ AU MAROC PAR LE PJD

**MAIS C'EST VOUS
QUI AVEZ SIGNÉ LES
ACCORDS D'ABRAHAM
POUR LE MAROC ?**

**LE SIGNATAIRE
C'EST LE PREMIER
MINISTRE**



**MOI JE SUIS LE SECRÉTAIRE
GÉNÉRAL DU PJD...**

Agroalimentaire

Un secteur plein d'appétit

La performance du secteur agricole profite de plus en plus à l'agroalimentaire dans ses différentes branches. Ce qui a impacté positivement les activités à l'export des produits transformés.

Ahmed Zoubair

Al'export comme sur le marché local, l'agroalimentaire marocain connaît un véritable boom que la crise sanitaire actuelle n'a pas ébranlé. Selon les industriels et les ministères de tutelle, le secteur a joué un rôle stratégique pendant la pandémie en alimentant, de façon ininterrompue, le marché local tout en poursuivant le développement à l'international. Pour arriver à un tel niveau de performance, le secteur a pu compter sur pas moins de 2100 entreprises qui font travailler quelque 161 671 personnes.

Représentant aujourd'hui un chiffre d'affaires de 161 MMDH, soit 24% du CA industriel, ce secteur emblématique de l'économie marocaine réalise désormais un chiffre d'affaires à l'export de 32,8 MMDH (15% des exportations industrielles) et une valeur ajoutée estimée à 39 MMDH (25% du PIB industriel). Avec ces réalisations le secteur s'est hissé au rang de principale filière de l'économie nationale et une source importante de devises.

Derrière cette performance se profile de grandes réformes nées de partenariats solides entre le ministère de l'Industrie et le ministère de l'Agriculture.

En effet, depuis la signature, en 2014, d'un mémorandum d'entente devant le Souverain, visant à élaborer une feuille de route stratégique du secteur, le contrat-programme pour le développement des industries agroalimentaires a été mis en œuvre. Principal objectif fixé : assurer une meilleure convergence et complémentarité



L'offre agroalimentaire nationale gagne en diversité.

entre la stratégie industrielle et la stratégie agricole ; l'impact positif de ce programme sur le secteur s'illustre par une hausse 40% des exportations durant les six dernières années.

Avec plus de 91.058 nouveaux emplois créés durant la période allant de 2014 à 2021, le secteur s'est placé parmi les principaux pourvoyeurs d'emplois industriels. Les performances réalisées sont visibles notamment au niveau de 7 filières en particulier.

Il s'agit de la valorisation des fruits et légumes frais, de l'industrie des pâtes et couscous, l'industrie de l'huile d'olive, l'industrie des viandes, la transformation des fruits et légumes, l'industrie laitière et biscuiterie, chocolaterie et confiserie.

Arrivant à sa dernière année d'exécution, le contrat-programme a permis la réalisation de 283 investissements, répartis sur toutes les régions du Royaume. Avec un

montant global de 8 MMDH, ces projets sont en cours d'accompagnement à travers les mécanismes du Fonds de développement industriel et d'investissement (FDII) et le Fonds de développement agricole (FDA).

Filière

Selon les derniers chiffres révélés par le ministère de l'Industrie, ces investissements permettront de générer, à terme, plus de 21.290 emplois, un chiffre d'affaires global de 23,5 MMDH et un chiffre d'affaires à l'export de 6,9 MMDH.

Par ailleurs, nombre de projets, nés dans le secteur de l'agroalimentaire, ont été réalisés dans le cadre de la banque de projets, lancée par le ministère de l'Industrie, en septembre dernier, pour la substitution de l'importation par la fabrication locale.

A ce jour, 122 projets d'investissement dans le secteur agroalimen-

taire, d'un montant global de 3,7 MMDH, ont été validés. Ce qui a permis de générer plus de 13.000 emplois. Ces investissements représentent un potentiel de CA de 5,1 MMDH et de 2,1 MMDH à l'export. En d'autres termes, le Maroc n'aurait plus à importer pour 5 MMDH et exporterait 2 MMDH de plus. Ce qui représente un gain de 7 MMDH pour la balance commerciale du pays.

A rappeler qu'historiquement, le secteur a toujours pu compter sur ses opérateurs « légendaires » tirant chacun sa filière vers le haut. Que ça soit à l'échelle de la filière sucrière avec « Cosumar », dans la biscuiterie avec « Bimo », dans l'huile de table avec « Lesieur », ou dans la filière laitière avec « Centrale Danone », l'agroalimentaire marocain est adossé en effet, depuis les débuts du siècle dernier, à de grands opérateurs actifs aussi bien sur le marché national qu'à l'international. ●

الأخضر

زيت الزيتون على حقها و طريقها



دراسة إحصائية مستقلة أجريت من قبل شركة Nielsen على عينة 3000 مستهلك مغربي

Du « Plan Maroc Vert » à « Génération Green »

L'agriculture marocaine creuse son sillon

Plus de dix années après sa mise en œuvre, le Plan Maroc Vert (PMV) a changé le visage de l'agriculture marocaine. Un changement radical sans lequel le boom de l'industrie agroalimentaire n'aurait pas été possible.

Ahmed Zoubair

Faisant de l'agriculture une priorité nationale, ce plan a permis au secteur agricole de drainer, entre 2008 et 2018, des investissements à hauteur de 104 milliards de DH dont 40% d'investissement public et 60% d'investissement privé. Posant les fondements d'une agriculture moderne, ce Plan a sorti le secteur agricole national de sa longue léthargie en la rendant plus attrayante. Dans la liste des grands projets stratégiques lancés au Maroc, le Plan Maroc vert (PMV) est sûrement celui qui marche le mieux. Chiffres à l'appui, le ministère de l'Agriculture assure que les investissements drainés par le secteur agricole, et ce depuis 2008, ont permis d'améliorer significativement ses performances tant sur le plan économique que social. Avec la mise en place du Fonds de Développement Agricole (FDA) pour l'encouragement de l'investissement dans le secteur agricole, les projets ont augmenté de 112%. Désormais, pour chaque dirham de soutien octroyé, quelque 2,85 DH d'investissement sont engendrés. Des résultats qui ont complètement changé le visage de l'agriculture dans le Royaume.

L'engouement des investisseurs pour le secteur a permis de doubler le PIB agricole plaçant ainsi le Maroc dans le top 10 mondial en termes de croissance agricole.

La période allant de 2007 à 2018 a vu en effet le PIB agricole passer de 65 à 125 milliards de dirhams. Les exportations de ce secteur ont suivi la tendance également. Avec une augmentation de 117%, elles sont passées de 15 milliards de dirhams à 33 milliards de dirhams pendant la



même période. De quoi renforcer la présence des produits marocains sur les marchés classiques en Europe mais également en Afrique.

Arrivé à échéance en 2020, le PMV a donc tenu ses promesses aussi bien sur le plan économique que sur le plan social. Sur ce dernier en particulier, le PMV a permis la création de 342 000 emplois supplémentaires, et l'augmentation du nombre de jours de travail par an et par ouvrier de 110 jours/an à 140 jours/an, suite à l'extension des superficies cultivées, à la diversification des cultures, et à l'amélioration de la production.

Le Plan a accordé également une place de choix à l'agriculture solidaire.

En effet, 989 projets ont été lancés au profit de 730 000 bénéficiaires. Ces projets ont permis notamment la plantation de 438 455 hectares, la mise en place de 450 unités de valo-

risation, l'aménagement hydro agricole sur 83 960 hectares, l'amélioration pastorale sur 39 185 hectares, et l'ouverture de pistes rurales sur 545 kilomètres.

Nouvelle génération

Avec l'ambition de franchir un nouveau palier dans le développement du secteur agricole, « Génération Green 2020-2030 », lancé par le Souverain en février 2020, est fondé sur deux piliers essentiels.

Le premier, selon ses concepteurs, est la valorisation de l'élément humain. Une opération qui passe par l'émergence d'une nouvelle génération de classe moyenne agricole (350.000 à 400.000 ménages), et la naissance d'une nouvelle génération de jeunes entrepreneurs, via la mobilisation et la valorisation d'un million d'hectares de terres collec-

tives et la création de 350.000 postes d'emploi au profit de la jeunesse rurale. Le second fondement de cette nouvelle stratégie a trait à la poursuite de la dynamique de développement du secteur, en favorisant le développement humain et social. Pour cela, la nouvelle vision prévoit la consolidation des filières agricoles, en vue du doublement des exportations (50 à 60 milliards de DH) et du PIB-agricole (200 à 250 milliards de DH) à l'horizon 2030, l'amélioration des circuits de distribution et de commercialisation des produits agricoles à travers la modernisation de 12 marchés de gros et des marchés traditionnels.

Pour atteindre les objectifs escomptés, il faudra opérer une augmentation annuelle du budget du secteur agricole de près de 2,5 % et ce depuis 2020. ●

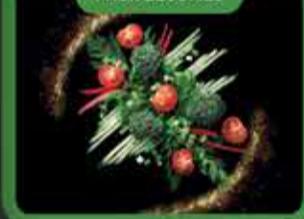
AU SERVICE DE LA DYNAMISATION DES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES

PACKS INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

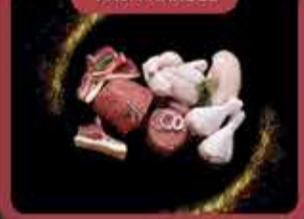
AU COEUR DE
L'ÉCONOMIE ET DES
AMBITIONS DU MAROC



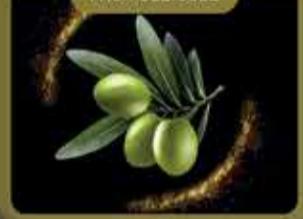
PACK LÉGUMES



PACK VIANDES



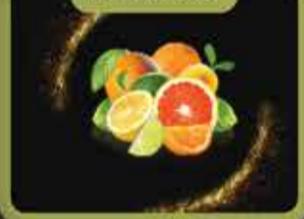
PACK OLEICOLE



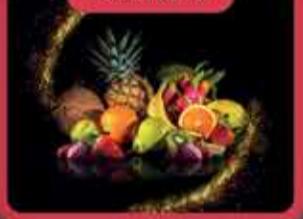
PACK PRODUIT



PACK AGRUMES



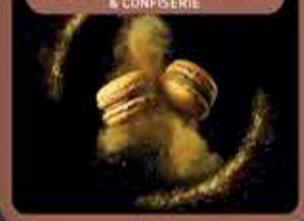
PACK FRUITS



PACK PATES & COUSCOUS



PACK BISCUITERIE, CHOCOLATERIE
& CONFISERIE



PACK DEVELOPPEMENT DURABLE



CREDIT AGRICOLE DU MAROC

UN ENGAGEMENT DURABLE

Le « produire local » est sur toutes les bouches

Effet de mode ou tendance lourde ?

Donner la priorité au « Made in Morocco » n'est pas une idée nouvelle. Elle a, toutefois, été propulsée de nouveau au-devant de la scène à la faveur de la crise sanitaire. En ces temps de disette financière, miser sur ses propres produits fabriqués localement est devenu un impératif susceptible de réduire la dépendance du pays des importations massives.

Ahmed Zoubir

Depuis quelques années, les Marocains ont commencé à prendre conscience que les produits « Made in Morocco » ou plutôt by Morocco n'ont rien à envier aux produits importés. Le constat a été renforcé notamment par la spécialisation du Royaume dans certains métiers qui ont fait sa renommée à l'international. En effet, savoir que des fuselages d'avions, des câbles, des pièces de réacteurs ou que plus de 70% des composants d'une voiture sont fabriqués localement est plutôt rassurant pour le consommateur qui constate non sans une certaine fierté que les produits de son pays sont appréciés à l'international.

Pour les spécialistes, le « Made in Morocco », renvoie en réalité à deux concepts : D'un côté, un positionnement à l'export, donc une compétitivité qui se traduit par la capacité à vendre un produit qui supporte la comparaison en termes de qualité et de prix avec tout autre produit fabriqué ailleurs. De l'autre côté, il renvoie à l'idée de préférence nationale ou au « consommer marocain ».

Avec des marques historiques et une diversification des produits, l'industrie agroalimentaire marocaine a la confiance des citoyens qui voient dans plusieurs produits un synonyme de qualité. Aujourd'hui, il faudra exploiter au maximum le « Made in Morocco », et surtout le valoriser. Pour y parvenir, le secteur devra accélérer la cadence de sa dynamique pour relever les défis auxquels il fait face. Selon le ministère de



Promouvoir l'investissement dans l'industrie agro-alimentaire.

l'Industrie, le premier de ces défis est la souveraineté alimentaire du Royaume. « Conformément aux Hautes Orientations Royales, nous nous attelons à travailler sur notre indépendance alimentaire », avait assuré le ministre de tutelle récemment.

Avantage concurrentiel

De son côté, le président de la Fédération nationale de l'agroalimentaire (Fenagri), Abdelmounim El Eulj, estime que le secteur entre au « stade de la compétitivité ». Un enjeu de taille qui impose aux professionnels, selon M. El Eulj, de s'investir plus dans la R&D, l'innovation, les ressources humaines, la logistique, ainsi que dans le processus de la décarbonation et la digitalisation.

« Aujourd'hui, les enjeux du secteur se trouvent dans l'innovation, la compétitivité et la R&D. Nous

avons un consommateur exigeant et nous sommes face à des accords de libre-échange où la concurrence est rude. Ces enjeux sont donc une question de survie, mais aussi, une opportunité », avait souligné le PDG de la Compagnie chérifienne de chocolaterie (Aiguebelle), Amine Berrada Sounni lors des « Rendez-vous de l'Industrie ».

Il y a 20 ans, le ratio de la domination étrangère était de 90% contre 10% pour le national. Aujourd'hui, nous sommes à 65% contre 35%. Cette évolution remarquable concerne le secteur de la cosmétique. Dans ce segment où le comportement d'achat est souvent influencé par le nom de la marque, plusieurs enseignes marocaines arrivent à tirer leur épingle du jeu. Selon les experts du secteur, si la dynamique continue et que l'accompagnement se renforce, la tendance pourrait être inversée dans les prochaines années.

Disposant d'un avantage concurrentiel important lié notamment à la disponibilité de certains produits uniques au monde tel que l'huile d'argan ou à la présence en masse d'autres produits comme l'huile de figue de barbarie, les plantes aromatiques et médicinales, les huiles essentielles ou même le cannabis dont l'utilisation pour des produits cosmétiques est dorénavant autorisée, les marques marocaines ont tous les atouts pour réussir.

Ce secteur est également tiré vers le haut par de gros investissements réalisés ces dernières années, aussi bien dans la création que dans la publicité. Le segment profite également d'un changement important des habitudes de consommation. En effet, les shampoings, les crèmes solaires, le maquillage ou même des soins anti-âge sont de plus en plus prisés par une large frange de la population marocaine. ●



UN OCÉAN DE FRAÎCHEUR



Marché international du Halal

Le Maroc se positionne

Le constat est unanime, le marché du Halal recèle un important potentiel de développement. Du coup, le Maroc commence à se positionner sur ce marché comptant 1,8 milliard de consommateurs et réalisant un chiffre d'affaires dépassant les 2000 milliards de dollars par an.

Ahmed Zoubair

Le Maroc est le 45ème exportateur au monde des produits agroalimentaires halal. Une position appelée à s'améliorer sur un marché qui se chiffre à plus de 2000 milliards de dollars et auquel les opérateurs nationaux contribuent à hauteur de 810 millions de dollars seulement. Aujourd'hui, avec 150 entreprises et quelque 500 références labélisées, le Royaume nourrit l'ambition de se faire une place parmi les grands du marché. Pour atteindre cet objectif, l'association Marocaine des Exportateurs (ASMEX) se mobilise via une série d'actions et une vaste campagne de sensibilisation, lancée auprès des entreprises du secteur en leur présentant les opportunités qu'offre ce marché très porteur.

Jouissant d'une position géographique stratégique qui peut en faire un hub de production ou de distribution de produits halal, le Maroc détient 42% des flux d'investissements directs étrangers sur le continent africain. Ces données pourraient contribuer à l'essor des exportations marocaines estampillées halal, à la faveur d'une stratégie concertée, intégrée, innovante et où l'outil industriel est impliqué, affirme le président de l'Asmex, Hassan Sentissi. Présentant, fin 2020, la 8ème édition du rapport sur la situation de l'économie islamique dans le monde, ce grand avocat de l'export national, lui-même industriel dans le secteur halieutique, avait souligné que le changement des habitudes de consommation et l'appétence des consommateurs pour les produits sains et d'origine contrôlée sont une opportunité de plus pour le label halal marocain puisque la tendance de consommer halal continue sa progression, même chez les non-musulmans.

Disposant d'un « Club Halal », l'Asmex place désormais ce segment au centre de ses priorités. Créé dans la perspective de s'ouvrir à la diversité du marché Halal, le club se fixe comme objectif de promouvoir le label Halal, contribuer à son homologation à l'international et permettre aux



entreprises marocaines de pénétrer des marchés exigeant la labellisation Halal.

Opportunités à saisir

Se présentant comme une cellule technique, ce club ambitionne de développer le business du halal et de s'ouvrir sur de nouveaux débouchés et des marchés porteurs en Europe et en Asie tout en accompagnant les entreprises concernées pour bénéficier d'un label Halal certifiant l'authenticité de leurs produits. Ce Label a été mis en place, rappelons-le, par l'institut marocain de normalisation « Imanor » à la demande de l'ASMEX et d'autres institutions notamment le conseil supérieur des oulémas. Il faut savoir que les frais de bouche des musulmans représentent 17% des dépenses alimentaires mondiales en boissons et aliments, et s'élèvent à 1370 milliards de dollars avec 210 milliards de dollars d'exports vers les pays de l'OCI en 2018. Les marchés particulièrement demandeurs sont notamment l'Indonésie avec quelques 173 milliards de dollars de dépenses pour ce segment, suivie de la Turquie

avec 135 milliards de dollars et le Pakistan en troisième position avec 119 milliards de dollars.

La 8ème édition du rapport sur la situation de l'économie islamique dans le monde a mis en évidence les opportunités émergentes dans ce contexte particulier ayant engendré d'importantes répercussions en termes de consommation, notamment les perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale.

Réalisé par le cabinet « Dinar Standard », le rapport identifie 33 signaux d'opportunités pour ce marché prometteur. Ils concernent notamment les produits halal, les changements de chaîne d'approvisionnement, les investissements dans la sécurité alimentaire et la demande de nutraceutiques. Cette étude révèle par ailleurs que les opportunités dans le marché des cosmétiques halal pèsent aujourd'hui quelque 11,7 milliards de dollars d'exports vers les pays de l'OCI en 2018 et 64 milliards de dollars de dépenses. Les produits pharmaceutiques sont également très prometteurs. Ce marché devrait générer 164 milliards de dollars d'ici à 2024 avec un taux de croissance de 6,5%. ●

Le halal n'est pas seulement alimentaire

Le marché « halal » va au-delà de l'alimentation, il englobe des secteurs comme la finance, le tourisme, la mode, les médicaments, les loisirs et les produits cosmétiques. L'explosion démographique, la croissance économique et l'émergence d'une classe moyenne dans les pays à majorité musulmane sont les moteurs du secteur.

Actuellement, le terme halal a dépassé les connotations religieuses et même pour beaucoup, non-musulmans inclus, il est synonyme de qualité, de santé et de durabilité. En somme, un mode de vie propre et sain. La recherche d'une alimentation bio et/ou healthy, ont poussé beaucoup de consommateurs non-musulmans au cours de ces dernières années à monter un certain engouement pour les produits halal. ●

Nous puisons dans
nos racines...



... pour conquérir l'avenir

Pour tracer son cap dans un monde qui va vite, il faut savoir d'où l'on vient. Depuis plus d'un demi siècle, Holmarcom a su faire face aux évolutions économiques et anticiper les enjeux du futur. Fier de ses racines et fort d'une vision de développement renouvelée, le Groupe renforce ses métiers stratégiques et s'ouvre à de nouveaux défis. Il conforte ses positions nationales et saisit de nouvelles opportunités continentales.



HOLMARCOM
GROUP

www.holmarcom.ma

Exportations vers l'Afrique

L'agroalimentaire se taille la part du lion...

L'Afrique est un marché porteur pour les exportations agro-alimentaires nationales qui ont quasiment triplé au cours des dix dernières années.

Jamil Manar

Les exportations marocaines à destination de l'Afrique ont enregistré un taux d'accroissement annuel moyen de 10% au cours de la dernière décennie. Une progression qui a permis, dès 2015, de réaliser un solde commercial excédentaire en faveur du Maroc. Selon les statistiques du ministère de l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'administration, la part de ces échanges par rapport au volume global des échanges commerciaux du Royaume se situait à 5,1% en 2019. Mettant en avant l'évolution des exportations (plus rapide que celle des importations), le département de l'Économie souligne que « les ventes de marchandises à destination de l'Afrique ont triplé durant les dix dernières années pour s'établir à 21,6 milliards de dirhams (MMDH) en 2019, tandis que les importations se sont chiffrées à 17,9 MMDH, contre 13,7 MMDH en 2009 ».

Dans le détail, le solde commercial de ces échanges enregistre un excédent en faveur du Maroc, se situant à +3,7 MMDH en 2019 contre un déficit de 5,5 MMDH constaté en 2009. Le taux de couverture s'est également amélioré de 60,6 points à 120,8% en 2019. Il a atteint son niveau le plus haut en 2017 avec 145,6%.

Une diversification des marchés

Dans son numéro 66, la revue « Al Maliya », publié par le ministère de l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'administration, met en avant la diversité des destinations des exportations marocaines au niveau africain.

Citant des données de l'Office de changes, la revue révèle qu'en 2019, Djibouti et le Sénégal sont devenus les premiers clients du Royaume sur



Miser sur l'Afrique pour se développer...

le plan continental avec une valeur de 2,1 MMDH, chacun, suivis par la Mauritanie (1,9 MMDH), la Côte d'Ivoire (1,8 MMDH) et l'Algérie (1,5 MMDH). « Les exportations marocaines à destination de ces pays ont représenté 43,5% du volume global des exportations du Maroc à destination de l'Afrique en 2019 », lit-on dans la revue.

Et si l'Industrie chimique arrive en

tête des exportations avec 30,1% du volume global, l'industrie agroalimentaire n'est pas trop loin. Elle a représenté 25,1% des exportations vers l'Afrique durant la même année. L'industrie automobile, la métallurgie, l'agriculture, sylviculture et les produits de chasse figurent également sur la liste des exportations marocaines à destination de l'Afrique. Selon les derniers chiffres mis en

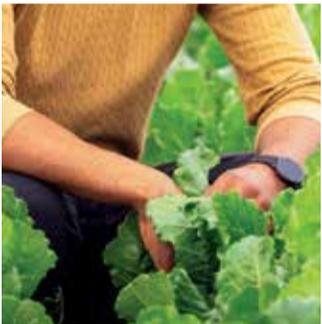
ligne par le ministère de l'Économie, les principaux produits agroalimentaires marocains exportés vers l'Afrique ont été constitués principalement des farines, gruaux, semoules et agglomérés de céréales (19%), les extraits et essences de café ou de thé (11%) et le fromage (11%).

La structure des exportations marocaines en produits agroalimentaires phares vers l'Afrique, fait ressortir que, durant la période 2007-2013 à titre d'exemple, ces exportations ont représenté 9,4% des exportations agroalimentaires globales du Maroc vers l'Afrique, souligne le ministère. « Elles ont été constituées principalement par des conserves de légumes à hauteur de 2,4%, des légumes frais congelés ou en saumure (2,3%), des agrumes (1,7%), des conserves de fruits et confitures (1,2%), des tomates fraîches (0,8%), des jus de fruits et de légumes (0,7%), des fruits frais ou secs, congelés ou en saumure (0,2%) et de l'huile d'olive brute ou raffinée (0,1%) », toujours selon la même source. ●





البركة تجمعنا
 ١٤٠٨ + ٢٠٢٠
 Partageons le Progrès
 Sharing Progress



Depuis 1929, Cosumar s'engage auprès de ses partenaires pour un progrès durable et partagé par tous. Cette ambition est portée au quotidien par les femmes et les hommes de Cosumar qui œuvrent pour le développement social et économique des régions dans le respect de notre Terre. C'est pour cela que depuis 90 ans, Cosumar produit bien plus que du sucre.



www.cosumar.co.ma

Filière sucrière

Le modèle Cosumar

Comptant parmi les entreprises les plus performantes de l'agro-alimentaire, Cosumar a su, grâce à un management performant, créer de la valeur et la consolider aussi bien sur l'amont que l'aval agricole.

Jamil Manar

La filière sucrière au Maroc possède un énorme potentiel, qui se développe dans le cadre d'un écosystème à part entière et qui fait partie des premiers segments agricoles à s'être alignés sur les objectifs du Plan Maroc Vert, dès 2008. Avec une capacité industrielle annuelle de 1,65 million de tonnes de sucre blanc, soit une capacité moyenne journalière de 6.500 tonnes, le secteur dispose désormais d'une capacité de production qui dépasse les besoins du marché estimés à 1,2 million de tonnes/an.

Cet écosystème dans sa globalité gravite autour de l'unique opérateur marocain dans la production du sucre, Cosumar. Depuis sa création en 1929, le groupe joue un rôle stratégique dans le développement de toute la filière au niveau national. Leader national de la production du sucre blanc, le groupe assure l'extraction à partir des plantes sucrières locales, le raffinage du sucre brut importé, le conditionnement, la distribution et l'exportation du sucre blanc sous différentes formes. L'entreprise est présente dans tout le territoire à travers ses cinq filiales : Cosumar SA, Surac, Sunabel, Suta et Site de Zaio. Nourrissant l'ambition de se projeter au-delà des frontières nationales, Cosumar s'est lancée dans l'export depuis 2013, date de l'entrée du singapourien Wilmar dans le capital de l'entreprise. Depuis, le tonnage exporté a quasiment été multiplié par 100. Les performances financières de la sucrière doivent d'ailleurs beaucoup à cette ouverture réussie sur le marché international.

En 2020, les ventes à l'export ont grimpé de 25 % pour atteindre 650 000 tonnes. Cette production a été expédiée vers une trentaine de pays dans le monde. En effet, les produits de la marque marocaine sont aujourd'hui commercialisés en Turquie, Arabie saoudite et Afrique de l'Ouest. Selon les chiffres du groupe, 20% des exportations sont orientés vers l'Afrique alors que 10 % ont été expédiés vers les États-Unis.

Renforçant sa présence à l'international via l'implantation de plusieurs unités de production dont une usine en Ara-



Une performance toute en douceur...

bie Saoudite et une autre en Afrique, en Guinée précisément, Cosumar s'est fixé comme objectif à l'horizon 2025 de se diversifier en se positionnant sur d'autres branches agroalimentaires. Selon le top management, le groupe vise notamment d'investir la minoterie, la chocolaterie et la biscuiterie. Dans cette optique, les partenaires de Cosumar se sont lancés dans la construction d'une usine de graisses végétales, contiguë à la raffinerie de Cosumar à Casablanca, pour un investissement de 350 millions de DH.

Un engagement pour la durabilité

Respecter l'environnement fait partie intégrante de la stratégie de Cosumar. Déjà certifié ISO 14001 et titulaire du label RSE CGEM, l'industriel s'attache à se maintenir à ce niveau d'exigences par un déploiement continu et rigoureux d'un management environnemental responsable. Selon ses responsables, plusieurs actions sont déployées dans ce sens avec comme objectifs, notamment, la réduction des émissions carbone, le traitement des rejets liquides, la réduction de la consommation d'eau et la valorisation des coproduits pulpe, mélasse et bagasse. Dans les faits, le

groupe a réservé, depuis 2005, des budgets conséquents pour réduire la consommation d'énergie au niveau de tous ses sites de production.

Ces investissements ont concerné des équipements utilisant les procédés de technologie propre et moins énergivore. Cosumar a procédé également à la généralisation du pilotage des perfor-

mances énergétiques à l'ensemble des chaînes de production. Depuis 2012, le groupe a introduit les combustibles alternatifs en complément de l'utilisation des combustibles classiques. Dans le site de Zaio par exemple, Cosumar a investi dans des équipements modernes notamment une chaudière à biomasse utilisant des grignons d'olive. ●

Une transformation tous azimuts

Dans le cadre de sa nouvelle vision de développement 2017-2025, l'amont agricole a lancé plusieurs chantiers stratégiques. Objectif : atteindre de meilleures performances agricoles et industrielles et relever au passage le taux de couverture des besoins du pays en sucre en sécurisant l'approvisionnement en eau, augmentant la productivité des plantes sucrières, en développant la mécanisation de l'activité et en renforçant le rôle de la Recherche & Développement. Sans compter l'introduction d'autres technologies modernes telles que l'équipement des tracteurs en technologie GPS, la mise en place de stations météo, etc. Autant de chantiers qui constituent la colonne vertébrale du projet de transformation digitale de l'amont agricole dans le but d'en faire le socle de cette dynamique de transformation numérique qui devra permettre in fine de disposer d'un Système d'Information performant, disponible, sécurisé et évolutif.

S'agissant du volet mécanisation, le développement du train technique des cultures sucrières est déterminant dans la modernisation des pratiques agricoles et l'optimisation des performances des cultures sucrières. Dans ce sens, « un plan d'action a été engagé par Cosumar et ses partenaires pour la promotion des sociétés de prestations de services agricoles, l'accompagnement technique et financier des agriculteurs ainsi que l'introduction et le développement du matériel agricole adapté aux cultures sucrières. », explique-t-on du côté du management. ●



Déconfiné
de Canard

Côté BASSE-COUR



**COUP
DE BEC**



Le Parti du bon sens (74)

Il faut être soi-même !



Par **Nouredine
Tallal**

Il faut « être soi-même », voilà ce que vous conseillent beaucoup de coachs, à longueur de publications et d'émissions télé... Par coach, il faut entendre coach de vie et non pas coach sportif, bien entendu... Encore que les deux métiers soient, autant l'un que l'autre, de plus en plus en vogue en ces temps incertains où tout le monde doute... De tout et de tous, et à commencer de soi-même ! Et où chacun rêve d'un esprit sain dans un corps sain... Bref d'avoir la tête de Bill Gates sur le corps d'Apollon !

Lhaj Miloud en connaît de tous les genres, des coachs de vie ! De tous les genres, et aussi pour toutes les bourses ! Des sérieux et des moins sérieux, des illuminés qui se prennent pour des prophètes des temps modernes, et des businessmen qui ont flairé le bon filon ! D'ailleurs, des écoles de formation au noble et juteux métier de « coach de vie » se bousculent désormais au portillon pour vous proposer des formations « certifiantes » alternant, comme le veut l'époque, présentiel et formation à distance, pour faire de vous le futur gourou que l'on s'arrachera dans les salons branchés, l'homme providentiel qui saura vous accompagner dans la réalisation de vos objectifs personnels et professionnels, et vous délivrera H24 des conseils avisés contre monnaie sonnante et trébuchante, cela va sans dire, toute peine méritant salaire ! Le tout en seulement six mois, pas un de plus, pas un de moins... Satisfaits ou remboursés !

Et parmi les conseils à la mode, celui qui revient donc le plus fréquemment est d'être soi-même ! Qui l'eût cru ? Des conseils généreusement relayés par des brebis précédemment égarées dans la nature, qui ont enfin réussi à renouer avec leur identité profonde... A atteindre le bonheur spirituel, à défaut de la richesse matérielle... Et qui, généreusement, se proposent de vous aider à atteindre, à votre tour, plénitude et sérénité... Souvent, à votre corps défendant !

Pour réussir dans la vie, il suffirait donc d'être soi-même ! Entreprise qui, si elle paraît, de prime abord, tout à fait naturelle, n'est pas des plus aisées, loin de là ! « Y en a qu'on essayé ! » comme dirait le grand humoriste Laspalès ! « Mais ils n'y sont jamais arrivés ! »... D'ailleurs, être soi-même, cela veut dire quoi au juste, pour que l'on sache bien de quoi on parle ? S'agit-il de renouer avec ses traditions et sa culture ? De renoncer au couteau et à la fourchette, domptés après bien des efforts, et de longues heures d'entraînement ? Faut-il, pour être soi-même, abandonner le costume-cravate, par trop occidental, et se remettre à la djellaba de nos ancêtres ou à la gandoura islamiste ? Pire, ne plus se laver, ne plus se raser, ne plus se couper les cheveux et ne plus se parfumer, comme excellent certains à le faire pendant le mois sacré du ramadan ! Alors qu'on nous a toujours appris à être présentable, et que nous passons le plus clair de notre temps à combattre l'animal qui est en nous, au propre comme au figuré... Par ce qu'il y a de la convivialité et du vivre ensemble, on ne saurait dire à tout un chacun tout le mal que l'on pense de lui, sous prétexte d'être entier et direct, sous peine de réciprocité d'ail-

leurs ! Question de savoir vivre et de respect mutuel, on est bien d'accord ? En tout être humain cohabitent le bien et le mal, les pulsions sadiques et les nobles sentiments... Chacun d'entre nous est, en même temps, un Dr Jekyll et un Mister Hyde ! Alors, être soi-même, ce n'est certes pas libérer la bête qui est en nous, au mépris des convenances et du savoir vivre ! Pour ne pas être considérés comme des marginaux, et être traités en tant que tels, nous nous obligeons, en toutes circonstances, à entrer dans des moules imposés par la société et à obéir à des codes et à des rites... Tour à tour parents, époux, amis, voisins, collègues, toute notre vie, nous jouons des rôles prédéfinis, avec plus ou moins de bonheur... Forçant notre nature égoïste et narcissique, nous nous employons en permanence à donner le meilleur de nous-mêmes... Parce qu'être soi-même ne consiste ni à se la couler douce, ni à renoncer au moindre effort, et encore moins à médire et jalouser ! En tant que personnes civilisées, nous nous employons sans répit à combattre nos vils instincts, à nous présenter sous notre meilleure image, à sourire quand nous avons envie de pleurer... Et c'est ce qu'il y a de beau et de noble en l'être humain, et qui le différencie de l'animal !

Lhaj Miloud estime d'ailleurs que, sur ce plan, il en va des sociétés comme des individus... Elles se condamneraient à disparaître en restant elles-mêmes, et en restant figées sur des traditions archaïques... Il leur appartient de faire le tri entre ce qu'il y a lieu de conserver et de perpétuer, et ce qu'il faut impérativement rejeter... Parce que combattre le charlatanisme et les coutumes abrutissantes, que certains nous vendent comme des valeurs ancestrales, n'est pas renoncer à être soi-même, ou vendre son âme au diable, mais faire preuve d'ijtihad et de courage !

Pour ne pas être balayés par le tsunami des évolutions technologiques et sociétales, nos sociétés doivent s'ouvrir aux autres, respecter et se comparer sans complexes ni idées préconçues, mais avec lucidité et pragmatisme... Si des valeurs venues d'ailleurs sont universelles, et visent le bien de l'humanité et le vivre ensemble dans un climat apaisé, pourquoi ne pas les faire siennes ? Faudrait-il systématiquement s'en démarquer parce qu'elles nous seraient « étrangères » ?

A ces coachs qui conseillent aux gens et aux sociétés d'être eux-mêmes, Lhaj Miloud préfère ceux qui leur conseillent d'enseigner à leurs enfants les valeurs universelles, où qu'elles se trouvent ! A toujours privilégier le compromis constructif à la rigidité et à l'immobilisme... Bref, à essayer autant que possible de ne pas rester recroquevillés sur ses positions, dans un monde en perpétuelle évolution !

Alors, soyons-nous mêmes, les amis, en puisant dans nos traditions ce qui est positif, mais tout en restant à l'écoute des changements et des ruptures structurelles... En bons Marocains qui se respectent et qui vivent dans un pays « dont les racines plongent en Afrique et qui respire par ses feuilles en Europe » ! Paix à ton âme, Hassan II, vous qui avez su rester vous-même, en alliant, avec un bonheur et une dextérité inégalés, subtilité orientale et esprit cartésien occidental... ●

Le pèlerinage 2021 juste pour les résidents en Arabie saoudite

Un total de 60.000 Saoudiens et résidents étrangers du Royaume wahabite sont autorisés cette année à effectuer les rites du pèlerinage à la Mecque. Ainsi en a décidé le ministère saoudien du Hajj et de la Omra.

Cette décision a été prise suite à l'évolution continue de la pandémie de Covid-19 et l'émergence de nouveaux variants du virus, a souligné le ministère, précisant que « ceux qui voudront

effectuer le hajj devront avoir entre 18 et 65 ans, ne pas souffrir d'une maladie chronique et avoir été vaccinés ». Juste après avoir pris acte de la décision de Riyad, la Commission royale chargée du pèlerinage a décidé le maintien pour la prochaine saison du hajj des résultats du tirage au sort (listes des retenus et listes d'attente de l'organisation officielle et des agences de voyages touristiques) de la saison 1441 de l'hégire. ●

Peur d'un rebond épidémiologique ?

Les autorités marocaines sont quelque peu inquiètes face à la remontée progressive depuis quelques jours des cas de contaminations quotidiens au Covid-19 (500 nouvelles infections mercredi 16 juin). D'où l'appel lancé par le ministère de la Santé, qui craint un rebond épidémiologique à la faveur de la réouverture des frontières nationales et les déplacements

des populations à l'occasion des vacances estivales, pour continuer à respecter les règles sanitaires requises telles que le port du masque, la distanciation sociale et l'hygiène. Mais un relâchement considérable est observé depuis plusieurs mois dans les lieux publics où les mesures de protection sont de moins en moins observées. Les Marocains vaccinés contre la vigilance ? ●



Bec et ONGLES



L'entretien -à peine- fictif de la semaine

El Mostapha Ramid ministre d'État chargé des Droits de l'Homme et des Relations avec le Parlement

Un ministre d'Etat dans tous ses états...

Bien qu'il soit souffrant, le ministre d'État chargé des Droits de l'Homme et des Relations avec le Parlement El Mostapha Ramid a accepté de se prêter volontiers au jeu des questions du Canard...

Samedi 12 juin vous avez posté sur votre compte Facebook une lettre adressée à « vos frères et sœurs » du parti où vous avez laissé entendre que vous avez décidé de quitter définitivement le PJD...Pourriez-vous nous en dire plus ?

Effectivement, j'ai sciemment laissé les choses dans le brouillard. Je n'ai ni annoncé ma démission de mes responsabilités du parti ni indiqué que je maintiens ma présence au PJD. J'ai toujours affecté l'opacité et le mystère. C'est dans mon ADN, je crois.

Mais un homme politique doit être clair aussi bien avec ses collègues du parti qu'avec les citoyens, non ?

Qui vous a dit que j'étais un homme politique tel que vous l'entendez ? Je me considère essentiellement comme un avocat à qui la vie politique a souri en devenant ministre alors qu'il ne s'y attendait

guère. Finalement, j'ai fait un excellent investissement en intégrant le PJD...

Vous avez parlé dans votre message de « raisons de santé » et de motifs que vous avez jugé inutiles de mentionner...

Vous savez, je n'ai plus la force ni la fougue du temps de l'opposition. Ce furent mes plus belles années de militance. Je pouvais tout dénoncer en toute liberté en s'attirant la sympathie des gens. Le pouvoir et son confort m'ont enlevé mes dernières forces. Le compromis politique est synonyme de compromission.

Les motifs que vous avez évité de citer ont-ils un lien avec le vote des députés du PJD contre le projet de loi sur la légalisation du cannabis à usage thérapeutique ?

Ah le cannabis ! Manipulés par le gourou aigri, mes



frères et sœurs du parti se sont plantés en diabolisant cette plante. Ils ont raté une belle occasion de montrer qu'ils sont des élus véritablement lucides...

En commentant votre lettre de démission mi-figue mi-raisin les internautes n'ont pas été

tendres. Bien au contraire...

Pour beaucoup de Marocains, je ne vauds guère mieux que les autres. Ils voient en moi un petit opportuniste qui s'est servi de la religion pour accéder au pouvoir. Dans un sens, ils ont raison puisque je n'ai rien pu changer ni comme ministre de la Justice ni comme celui des Droits de l'homme...

Mais vous avez quand même réussi à montrer votre vrai visage à l'occasion de la découverte que votre assistante, décédée, qui officiait dans votre cabinet d'avocat n'était pas déclarée à la CNSS...

Avez-vous des regrets à ce sujet? **Je ne comprends pas pourquoi les médias m'ont fait un énorme procès pour si peu de choses. Pour moi, l'aumône est plus précieuse que la sécurité sociale.**

Propos recueillis par Saliha Toumi

LÉGISLATIVES ALGÉRIENNES : UN TAUX DE PARTICIPATION HISTORIQUEMENT BAS D'À PEINE 23 %

JE SUIS LE PRÉSIDENT DE TOUS LES RECORDS



L'isolement a fait monter les tarifs aériens...

Les expatriés marocains notamment des Émirats arabes unis et du Qatar issus de la fameuse liste B avaient jusqu'au dimanche 14 juin pour s'envoler pour le Maroc. Et échapper ainsi à l'autorisation préalable, entre-temps supprimée par le ministère des Affaires étrangères pour les MRE (et non pas les Émiratis et Qataris !), mais surtout à l'auto isolement toujours maintenu de 15 jours à leurs frais dans un hôtel. Cette mesure est devenue curieusement obligatoire pour tous les passagers de la liste en question à partir du 15 juin qui marque la réouverture des frontières nationales aux voyageurs internationaux. De quoi se demander le pourquoi de l'instauration du confinement hôtelier à partir du 15 juin pour les résidents Marocains de ces deux pays du Golfe (à laquelle liste a été ajoutée l'Arabie saoudite) alors qu'ils pouvaient rentrer avant cette date au bercail en présentant juste un test PCR de moins de 72 heures ? De la grande cohérence ! Dénoncée comme une injustice par nombre de Marocains résidents à l'étranger, la mesure de la quarantaine a créé un effet aubaine pour les compagnies aériennes émiraties et qataries qui ont doublé leurs vols en direction du Maroc tout en augmentant leurs tarifs. Comme de nombreux expatriés voulaient absolument échapper à l'isolement, les places dans les vols Dubaï-Casablanca d'avant le 15 juin étaient hors de prix : 15 000 DH au lieu de 5 750 DH habituellement en classe économique et 40 000 DH contre 27 500 DH pour la classe affaires. Au Maroc, les décisions en relation avec le Covid volent très haut... ●



Le MIGRATEUR



Le G7 ne fait pas assez, juge l'ONU

« **N**ous avons besoin de plus ». L'ONU se joint aux critiques concernant la promesse du G7, jugée historique par le premier ministre britannique Boris Johnson, de faire don de 1 milliard de vaccins aux pays pauvres. L'ONU et son agence spécialisée l'OMS s'attendent à 10 fois plus, soit 11 milliards de doses. Un minimum si les pays les plus riches de la planète veulent vraiment en finir avec la pandémie du coronavirus dans le monde estiment les experts de ces organisations. En effet pas la peine de crier victoire en Occident si le virus continue à circuler des régions pauvres du tiers monde du monde. La mondialisation le ramènera de nouveau chez les riches via les voyages et les brassages de population, à moins de mettre sous cloche les 2/3 de la planète. Ce qui est impossible économiquement et encore moins éthiquement.

Le plan du Groupe des Sept (G7) visant à faire don d'un milliard de doses de vaccin COVID-19 aux pays les plus pauvres manque d'ambition, est beaucoup trop lent et montre que les dirigeants occidentaux ne sont pas encore en mesure de s'attaquer à la pire crise de santé publique depuis un siècle, ont déclaré des militants vendredi 11 juin. Si le chef des Nations unies a salué cette initiative, il a néanmoins déclaré qu'il fallait aller plus loin. Antonio Guterres a averti que si les habitants des pays en développement n'étaient pas vaccinés rapidement, le virus pourrait continuer à muter et devenir résistant aux nouveaux vaccins. « Nous avons besoin de plus que cela », a-t-il déclaré à propos du plan du G7. « Nous avons besoin d'un plan de vaccination mondial. Nous devons agir avec une logique, avec un sentiment d'urgence et



Le dispositif de partage Covax est loin d'avoir atteint ses objectifs. REUTERS - TIKSA NEGERI.

avec les priorités d'une économie de guerre, et nous sommes encore loin de l'obtenir. » Le président américain Joe Biden et le Premier ministre britannique Boris Johnson avaient saisi l'occasion sommet du G7 en Angleterre pour annoncer le don de 500 millions et 100 millions de vaccins respectivement pour les nations les plus pauvres du monde. Le Canada devrait s'engager à partager jusqu'à 100 millions de doses et d'autres promesses pourraient suivre, après que Boris Johnson ait exhorté les dirigeants du G7 à contribuer à la vaccination des quelque 8 milliards de

personnes dans le monde contre le coronavirus d'ici la fin de l'année prochaine. Mais les militants de la santé pour tous et de la lutte contre la pauvreté ont déclaré que, si les dons constituaient un pas dans la bonne direction, les dirigeants occidentaux n'avaient pas compris que des efforts exceptionnels étaient nécessaires pour vaincre le virus. Une aide à la distribution est également nécessaire, ont-ils ajouté. L'ancien premier ministre britannique Gordon Brown, qui a fait pression pour que les pays riches partagent davantage le coût de la vaccination des pays en développement, a déclaré que les promesses du G7 ressemblaient davantage à une « distribution de l'aumône » qu'à une véritable solution. « C'est un échec catastrophique si nous ne pouvons pas repartir dans une semaine ou deux... avec un plan qui débarrasse réellement le monde du COVID, maintenant que nous avons un vaccin », a-t-il déclaré à Reuters. ●

Irlande du Nord : Bisbille entre Macron et Johnson

Le sommet du G7, organisé du 11 au 13 juin à Carbis Bay, dans les Cornouailles en Angleterre, a été marqué par une brouille entre le président français Emmanuel Macron et le premier ministre britannique Boris Johnson sur le cas Irlande du Nord. Un bras de fer sur le Brexit qui a presque occulté les travaux de ce 47e sommet dont les sujets à trancher sont beaucoup plus importants. A la veille du début du sommet, le 9 juin, le président français a accentué la pression sur Boris Johnson concernant le protocole sur l'Irlande du Nord en insistant sur le fait que « rien n'est négociable », alors que le sommet du G7 risquait d'être éclipsé par l'impasse amère du Brexit. Dans une intervention d'un air provocateur alors qu'il s'apprête à se rendre au Royaume-Uni, Emmanuel Macron a averti Boris Johnson que la France n'est pas ouverte à la renégociation d'un quelconque aspect du protocole - et a même semblé s'interroger sur la confiance que l'on peut accorder au Royaume-Uni. Interrogé sur les demandes britanniques pour que certains aspects du protocole soient retravaillés, Macron a déclaré aux journalistes lors d'une conférence de presse à l'Élysée : « Je pense que ce n'est pas sérieux - de vouloir jeter un autre regard sur quelque chose en juillet qui a été finalisé en décembre après des années de discussions et de travail. » « Nous avons un protocole », a-t-il poursuivi. « Si après six mois, vous dites

que nous ne pouvons pas respecter ce qui a été négocié, alors cela signifie que rien ne peut être respecté. Je crois au poids d'un traité, je crois qu'il faut adopter une approche sérieuse. Rien n'est négociable. Tout est applicable. » Ses mots durs ont été prononcés alors que Johnson a été contraint de minimiser ses divisions avec le président américain Joe Biden, le qualifiant de « bouffée d'air frais », après qu'il est apparu que des diplomates américains avaient fait des reproches au négociateur britannique du Brexit, Lord David Frost, sur le risque d'attiser les tensions en Irlande du Nord. Les pourparlers visant à sortir de l'impasse concernant la mise en œuvre du protocole ont échoué en début de semaine dernière, et M. Frost a accusé l'UE de faire preuve de « purisme juridique » dans son interprétation de l'accord. Après les discussions, Downing Street et la Maison Blanche ont souligné la nécessité d'une résolution conjointe de l'impasse, entre le Royaume-Uni et l'UE. Le porte-parole officiel de M. Johnson a toutefois précisé que cela ne signifiait pas que le Royaume-Uni renonçait à la menace d'une action unilatérale, comme l'invocation de l'article 16 de l'accord pour suspendre le protocole. « Nous continuons à garder toutes les options sur la table, car le temps presse », a déclaré le porte-parole. Chaud devant ! ●

Netanyahu : La fin d'une domination...

Au terme d'un vote houleux à la Knesset dimanche, Naftali Bennett devient Premier ministre d'Israël. Le Parlement israélien a voté dimanche soir la confiance au gouvernement du nouveau Premier ministre Naftali Bennett, qui succède à Benjamin Netanyahu, au pouvoir depuis 12 ans. Sur les 119 députés présents (sur 120 au Parlement) 60 ont voté en faveur de la nouvelle coalition, qui va de la droite à la gauche, en passant par l'appui d'un parti arabe. Cinquante-neuf députés, principalement du parti Likoud de M. Netanyahu, de l'extrême droite et des partis ultra-orthodoxes, s'y sont opposés. Naftali Bennett devient donc Premier ministre d'Israël, écartant ainsi Benjamin Netanyahu du pouvoir. Reconnaisant presque d'emblée sa défaite juste avant le vote de confiance, Benjamin Netanyahu, Premier ministre le plus pérenne de l'histoire d'Israël, a assuré devant le

Parlement qu'il resterait en politique, à la tête de l'opposition, afin de « faire tomber » le nouveau gouvernement, et qu'il serait « de retour bientôt » au pouvoir. Avant lui, le chef de la droite radicale Naftali Bennett a présenté les membres et les priorités du futur gouvernement qui doit entrer en fonction à l'issue du vote dans une ambiance électrique, menant à l'exclusion de plusieurs députés d'extrême-droite. Naftali Bennett, le chef du parti Yamina, dirigera le gouvernement pendant les deux premières années avant de céder la place au centriste Yaïr Lapid pour une période équivalente, selon un accord de rotation. Après les dernières législatives de mars, l'opposition s'est progressivement soudée contre M. Netanyahu et - fait rarissime dans l'histoire israélienne - a rallié la formation arabe israélienne Raam, dirigée par l'islamista Mansour Abbas. ●

ELECTIONS LÉGISLATIVES EN ALGÉRIE



Rue Ibnou Katir résidence
Al Mawlid II Imm. D RDC n°4
Maarif - Casablanca -
Tél : 0522 23 32 93
Fax : 0522 23 46 78
E-mail : contact@lecanardlibere.com
Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar
Abdelkarim Chankou
Saliha Toumi
Rachid Wahbi
Ahmed Zoubair

CARICATURES
Boudali, Zag

SERVICE COMMERCIAL
Laila Lamrani Amine
Chaimaa El Omari Naïb

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

Impression

Groupe Maroc Soir

DISTRIBUTION

Sapress

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416



Can'Art et CULTURE



Écrits sur l'histoire enseignée au Maroc

Quand on parle de l'histoire écrite on pense normalement à des écrits qui témoignent d'une époque récente ou ancienne. Mais il y a aussi l'histoire de l'histoire, autrement dit des écrits qui témoignent d'une histoire qui peut être officieuse ou officielle. Cette dernière est celle qui est adoptée académiquement par le pouvoir qui l'inculque à la population. Elle forge la mémoire collective d'un État ou d'une nation. Elle se perpétue de génération en génération via l'enseignement officiel. C'est le sujet du livre « Écrits sur l'histoire enseignée au Maroc » de Mostafa Hassani Idrissi paru chez L'Harmattan le 9 juin 2021. S'étalant sur 332 pages, cette publication, écrit Mostafa Hassani Idrissi, « est un recueil d'articles traversés par l'interrogation sur les finalités identitaires et intellectuelles de l'enseignement de l'histoire au Maroc. Il a pour objectif de permettre aux didacticiens d'histoire, marocains ou étrangers,

de disposer d'une quinzaine d'articles, dispersés pour la plupart dans diverses publications, et donc pas toujours accessibles aux uns ou aux autres. J'intègre également dans ce recueil des textes inédits ou des textes de synthèse qui puisent largement dans d'autres articles qui ne sont pas repris ici intégralement. Une fois rassemblés, à la lumière de l'intérêt actuel ou historique qu'ils peuvent offrir au lecteur, j'ai pu classer ces articles en six rubriques d'épaisseur inégale certes, mais qui ont le mérite de dissiper l'hétérogénéité initiale de l'ensemble en lui assurant une progression thématique, certes construite à posteriori mais qui a l'avantage d'inscrire les articles dans des problématiques définies. Il n'a pas

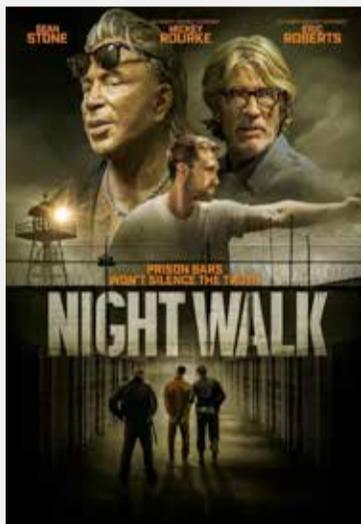


été dans mon intention d'actualiser certains de ces textes qui semblent avoir vieilli au regard des programmes et de certaines questions d'actualité. Tout texte est à lire et à saisir en le plaçant dans son contexte. Le vieillissement des textes n'est pas lié automatiquement à leur date d'écriture, mais aux changements qui ont pu avoir lieu dans la politique et les pratiques d'enseignement de l'histoire. Cependant, pour la recherche didactique, même un texte vieilli présente un intérêt historique indéniable. C'est le cas par exemple des articles sur la Révolution française ou sur De Gaulle... » En fait l'auteur, qui est professeur de didactique de l'histoire à la Faculté des Sciences de l'Éducation de l'Univer-

sité Mohammed V de Rabat, auteur notamment de Pensée historique et apprentissage de l'histoire, (l'Harmattan, 2005, Prix de l'Instruction René Devic, Montpellier 2007), agit ici plus comme documentaliste qu'un spécialiste de l'enseignement de l'histoire. Il collecte des textes plus ou moins actuels - dont certains anciens - pour mettre en avant un point de vue sans vraiment le soutenir, en espérant que le lecteur à la lumière des documents qu'il lui propose fera le reste. « L'histoire est une de ces branches d'enseignement dont l'acquisition est souhaitable même du vulgaire et des gens désœuvrés ; elle est recherchée à l'envi par les rois et les grands, et appréciée autant par les hommes instruits que par les ignorants ». Ce n'est pour rien que l'auteur a ouvert son avant-propos par cette citation de Ibn Khaldoun, (Prolégomènes). L'histoire permettrait-elle de raconter des histoires en son nom ? ●

« Night Walk » de Aziz Tazi sorti en salle aux USA

Le long métrage « Night Walk » du réalisateur et producteur marocain Aziz Tazi, avec à l'affiche Mickey Rourke, a enregistré une série de ventes internationales avant sa sortie en salle aux États-Unis durant le 13 juin dernier, rapporte lundi 7 juin le magazine américain « Variety ».



Le film en anglais, sorti en 2019, pour lequel Rourke a décroché le prix du meilleur acteur de second rôle au Festival du film de Moscou 2019, raconte l'histoire de Frank (joué par Sean Stone) qui est détenu en prison dans un pays arabe après avoir été accusé à tort d'avoir tué sa compagne suite à un incident tragique.

Le film a été tourné aux USA et dans cinq villes du Maroc (Casa, Rabat, Marrakech, Settat...). Pourquoi aussi le pays d'origine ? « J'ai choisi le Maroc parce que cela me donne beaucoup de facilités(...) », explique le jeune cinéaste et d'ajouter : « Je veux que l'Occident sache que nous partageons beaucoup de choses (...) ».

Pour Aziz Tazi, « Night Walk » est une histoire qui peut aider à dissiper certains stéréotypes à Hollywood au sujet des Arabes et des musulmans.

Distribué par Lionsgate « Promenade nocturne », qui marque les débuts en tant que réalisateur de Aziz Tazi, installé à Los Angeles, a été vendu par SNR Films et EAC Distribution sur de nombreux marchés, dont la Russie, où le distributeur Paradise MGN prévoit une sortie limitée en salles, ajoute la publication qui se consacre à l'industrie du cinéma et du spectacle.

Les producteurs sont en négociations avancées pour une sortie en Turquie, selon Tazi, et des négociations sont également en cours avec d'autres distributeurs au Moyen-Orient, en Asie et en Europe de l'Est.

Aux États-Unis, « Night Walk » est sorti sur support numérique et à la demande, à partir du 15 juin via Grindstone Entertainment Group, grâce à son partenariat avec Lionsgate, qui a acquis le long-métrage l'an dernier. ●

Généreuse donation à la FNM pour ses 10 ans

La Fondation nationale des musées (FNM) a annoncé récemment avoir reçu, à l'occasion des 10 ans de sa création, une « généreuse » donation. Composée d'une importante collection des grands noms de la peinture marocaine, offerte par le mécène El Khalil Belguench, très beau cadeau est « un gage de confiance » envers le travail accompli par la Fondation Nationale des Musées (FNM) qui ne cesse de multiplier les actions en faveur du rayonnement de la culture marocaine au niveau national et international, de même qu'elle illustre le rôle important des mécènes dans l'enrichissement des musées nationaux, indique un communiqué de la Fondation. Cette collection est composée d'œuvres de 38 grands noms de la peinture dont Melehi, Gharbaoui, Hamidi, Belkahia, Kacimi, Bencheff-



faj, Chaibia Tallal, Meriem Meziane, Malika Aguezny, Ben Ali Rbati, Jacques Majorielle, Benyoussef, Miloud Labiad, Miloudi, Yasmina Alaoui, Hassani, Mahi Binnebine, El Glaoui, Amina Benbouchta, Afilal, Bendahmane, Louardiri, Hariri, Bellamine, Soly Sissi, Boujemaoui, Saad Hassani, Mohamed El Idrissi, Ouazzani, Berhiss, Latrach, Bennani et Fakhar.

Cette nouvelle donation viendra compléter les collections mises à la disposition de la FNM par l'Académie du Royaume du Maroc et le ministère de la Culture et permettra de doter le musée Mohammed VI d'art moderne et contemporain d'une des grandes collections qui retrace l'histoire de l'art marocain, ajoute-on de même source.

En 2020, M. Belguench avait fait don de plus de 170 œuvres pour constituer la collection de Villa Harris, musée de Tanger ouvert au public depuis le 17 mars dernier. ●

« Fenêtre sur Femmes », nouvelle exposition à MemoArts

MemoArts Gallery annonce une nouvelle exposition intitulée « Fenêtre sur Femmes » qui se tient du 10 juin au 2 juillet 2021. Bouchra Boudoua, Lamia Lahbabi, Ritanosko. Trois femmes. Trois univers. Trois autodidactes passionnées de peinture naïve. « Les tableaux se caractérisent par des tons très colorés et une grande minutie dans les détails. Ces artistes n'appliquent pas les règles de la perspective traditionnelle. Il y a chez elles une certaine

fraîcheur et innocence. Elles ne suivent pas les codes... Il y a dans les œuvres souvent un petit décalage, un détail incongru qui leur donne une grande originalité. Dépourvues de souci théorique, elles sont douées d'une personnalité unique qui les tient à rebours des évolutions du monde moderne. », explique un communiqué de la Galerie MemoArts.

27, rue El Kaissi, Racine, Casablanca.
www.memoarts.com ●



L'OPTICIEN QUI SUBLIME VOTRE **REGARD**

DES PRIX TENDRES À VOUS
CHATOUILLER **LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER

LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS

Angle Moulay Driss 1er et rue L'ysier - Casablanca • Tél : 05 22 82 90 21 • Fax : 05 22 82 89 33 • www.chicoptique.ma



Et Batati ET BATATA



Bizarre



Joint-venture

Un deal Etat-public plutôt bizarre. Pour encourager la population à se faire immuniser contre le coronavirus, les dispensaires de cannabis de l'État de Washington (qui a légalisé l'usage du cannabis à titre récréatif en 2012) sont autorisés à offrir un joint pré-roulé à tout individu âgé d'au moins 21 ans qui se fera vacciner sur place. L'opération « un pétard contre une piqûre » (« joints for jabs ») s'inscrit dans la foulée de l'autorisation accordée le mois dernier aux bars et autres débits de boissons de l'État d'offrir une consommation alcoolisée aux adultes qui se sont fait vacciner. Un peu plus de la moitié des adultes de l'État de Washington (54%) ont reçu au moins une dose de vaccin contre le Covid-19, selon des statistiques récentes. Mais le rythme a diminué, comme dans le reste des États-Unis, et les initiatives les plus originales pour encourager les personnes réticentes à franchir le pas se sont multipliées ces dernières semaines. ●

Décuplet dans l'ordre

On a déjà oublié la Malienne qui a donné naissance à des septuplets dans une clinique de Casablanca le mois dernier. Et pour cause. Une autre Africaine a fait mieux. Il s'agit de la Sud-africaine Gosiamé Thamara Sithole qui a donné naissance à 10 bébés, ce qui pourrait constituer un nouveau record mondial, selon des médias locaux. Le mari de Gosiamé Thamara Sithole raconte qu'ils ont été étonnés par les décuplés après que les scanners n'en n'ont montré que huit dans l'utérus. « C'est sept garçons et trois filles. Je suis heureux. Je suis ému. Je ne peux pas beaucoup parler », déclare son mari Teboho Tsoetsi à Pretoria News après la naissance lundi soir 7 juin. ●

Amos à la plancha !

William Amos, un député à la Chambre des communes du Canada, qui a été surpris en pleine vidéoconférence en train d'uriner dans une tasse à café, alors que sa caméra était allumée, jeudi 27 mai, a présenté ses excuses sur les réseaux sociaux, indiquant qu'il se retirait temporairement de ses fonctions. Sur sa page Twitter, William Amos a publié un long communiqué dans lequel il explique ne pas s'être rendu compte que sa caméra était active lorsqu'il a décidé d'uriner. « Je suis profondément embarrassé par ma conduite et par la détresse qu'elle a pu causer à quiconque en a été témoin », a-t-il notamment écrit. Des excuses qui n'ont pas convaincu certains, alors que le parlementaire indélicat avait déjà été surpris nu en pleine visioconférence le mois dernier, ses parties intimes cachées par son téléphone. Là encore, William Amos avait évoqué une « erreur honnête » et avait présenté ses excuses pour cette « distraction involontaire ». Le député semble immunisé contre le ridicule. ●



Rigolard



***Un homme et sa femme**, une fofolle bien entendu, sortent au restaurant pour fêter leur dixième anniversaire de mariage. Alors que le serveur s'approche pour leur remettre les menus, la blonde lorgne le contenu des assiettes sur les tables voisines pour trouver l'inspiration.

Tout à coup, elle donne un petit coup de pied discret à son mari :
– Chérie, retourne-toi et regarde. Je crois que c'est Victor Hugo à la table à coté...

L'homme se retourne machinalement et répond d'un air consterné :
– Chérie, tu sais bien que Victor Hugo est mort depuis longtemps.

La blonde en proie au doute réplique :
– Tu es sûr ?

Mais quelques secondes plus tard, elle donne un autre coup de pied à son mari :
– Non, regarde... Il a bougé !

***Un prestidigitateur avait été** engagé sur un superbe navire pour participer à l'animation de croisières de luxe en Méditerranée. Les participants changeaient chaque semaine et le prestidigitateur reprenait donc les mêmes tours de magie de façon hebdomadaire. Seul le perroquet du capitaine, qui avait vu les mêmes numéros pendant plusieurs mois, commençait à montrer des signes de lassitude.

Un soir, le volatile se mit en tête de gâcher le numéro et attendit le moment le plus propice. Il vint se poser près de la scène et, au beau milieu d'un tour de magie, cria à l'assistance :
– Regardez, ce n'est pas le même chapeau. Celui dans lequel est enfermé le lapin est sous la table.

Le magicien, énervé, poursuivit tout de même avec son grand tour de cartes. Le perroquet hurla cette fois :
– Pourquoi n'y a-t-il que des as de pique dans ton jeu ?

Peu après, l'oiseau cria :

CHERCHONS LOCATAIRES

Immeuble à usage de bureaux sous forme de 6 plateaux d'une superficie de 2500 m2 plus un parking de 2000 m2 pour 100 voitures

Adresse :

Sidi Maârouf lotissement
Attawfik le Zenith
Technoparc Casa Nearshore

Contact :

06 61 17 74 44



LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktoni
Contactez-nous au 0661177444





Et Batati ET BATATA



Mot Fléchés

Fixées Volupté	Crochet Rayèrent	Définir	Images Séculari- sèrent	Soufflerait Coupes
Pro- tections Organi- seraient		Gaz Métal		
Unité Enduit	Adossé Petites habitations	Enfourner Absorbé		
Peuples Enzymes			Possessif Figurine	Sépare
Colère Divinités		Se rendrait		
		Ville française Vomitif		Petits ruisseaux
Adverbe	Conseiller Note			
		Ville de Colombie		
Arbre	Légumi- neuses		Arrivés	

Mots croisés

1	2	3	4	5	6	7	8	9
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12								

Horizontalement :

- 1 : Absurdes
- 2 : Habitant - Insecte
- 3 : Article défini - Fleuve - Transpira
- 4 : Bévues - Voie
- 5 : De même - Tête de roches à basse mer
- 6 : propriété de certains métaux
- 7 : Organisme - Négation
- 8 : Pronom personnel - Machines servant à reproduire
- 9 : Bouge - Lettre grecque
- 10 : Elargies
- 11 : Lanthanide - Réunion de pays
- 12 : Tressions

Verticalement :

- 1 : Boîte à images
- 2 : Aigreur - Représentant
- 3 : Métal courant - Pierres - Possessif
- 4 : A la possibilité - Corrigés
- 5 : Père en arabe - Incroyables
- 6 : Divinité - Odeurs persistantes
- 7 : Légumineuses - Métal résistant - Moi
- 8 : Qui se fixe dans le système nerveux
- 9 : Audience - Situées

Mots Mêlés

E	T	O	O	C	D	Y	U	Z	R	T	E	T
E	L	L	I	V	U	A	E	D	A	P	E	N
E	C	I	N	Q	C	N	U	H	P	L	S	D
M	E	E	R	E	A	A	E	E	G	X	S	S
A	S	E	N	B	P	R	I	N	P	U	O	E
H	U	U	O	I	B	D	A	C	M	E	R	N
E	E	Q	L	A	R	E	T	A	A	R	R	I
R	T	R	U	R	E	T	L	L	C	E	A	L
T	E	E	O	R	T	E	U	A	E	M	C	E
S	L	K	T	I	O	S	A	I	F	I	S	V
I	B	N	Z	T	N	A	S	S	I	W	I	A
U	M	U	O	Z	T	E	D	O	N	E	B	R
O	A	D	T	E	H	C	I	N	R	O	P	G

- BISCARROSSE
- AMBLETEUSE
- GRAVELINES
- OUISTREHAM
- CAPBRETON
- DEAUVILLE
- DUNKERQUE
- PORNICHET
- ZUYDCOOTE
- BIARRITZ
- WIMEREUX
- BENODET
- WISSANT
- ANGLLET

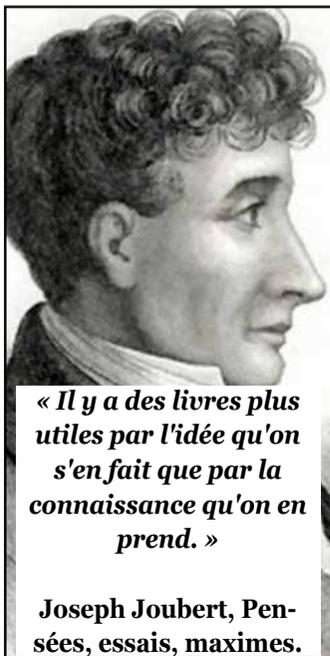


Su-Do-Ku

Compléter cette grille de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré contienne une fois et une seule fois tous les chiffres de 1 à 9.

	8		6	5				9
		3		8		1		
		7		1	4	8		
		1		9				
	9		3		6			1
				4		2		
		6	5	7		9		
		9		2		3		
2			9	1				4

A méditer



« Il y a des livres plus utiles par l'idée qu'on s'en fait que par la connaissance qu'on en prend. »

Joseph Joubert, Pensées, essais, maximes.

Solution des jeux du numéro précédent

Su-Do-Ku

1	8	4	6	3	5	7	2	9
6	2	3	7	8	9	1	5	4
9	5	7	2	1	4	8	3	6
3	4	1	8	9	2	6	7	5
7	9	2	3	5	6	4	1	8
8	6	5	1	4	7	2	9	3
4	1	6	5	7	3	9	8	2
5	7	9	4	2	8	3	6	1
2	3	8	9	6	1	5	4	7

Mots Mêlés

La solution est BOURRASQUES.

Mots fléchés

A	T	A	F	S					
À	T	Ô	M	I	S	È	R	À	I
E	S	E	R	I	N	E	S		
À	R	C	S	E	D	G	À	R	
M	I	E	L	A	A	I			
V	O	L	S	F	U	T	È	S	
I	L	À	L	B	A	N			
R	E	A	L	S	A	I	D	À	
M	O	S	E	S					
B	E	R	B	E	R	E	R	A	
N	O	E	R	U	E	S			
V	T	T	À	E	R	E	R	A	
S	I	N	I	S	E	R	A	I	

Mots croisés

1	2	3	4	5	6	7	8	9
J	O	A	I	L	L	I	E	R
2	J	O	B	L	I	E	P	A
3	I	R	R	E	S	O	L	U
4	N	I	S	E	T	O	R	E
5	T	I	C	I	S	R	A	T
6	O	B	O	L	E	S	T	R
7	I	O	T	A	S	I	E	
8	E	I	D	E	T	O	N	
9	M	U	E	G	R	A	N	T
10	E	N	R	O	U	E	S	
11	N	A	N	E	E	R	E	
12	T	U	E	U	S	E	S	

التسجيل في اللوائح الانتخابية 2021



#هاذي
فرصتنا

نسجلوا حضورنا
باش غدا نعبّروا على صوتنا



التصويت حق شخصي وواجب وطني
٠٥٠٠٦ ٤٧٠ ٠٣٠٣٨ ٠٤٤٤٠٨ ٨ ٠٣٠٣٤٣٨ ٠٤٤٤٠

مكاتب التسجيل مفتوحة

كل أيام الأسبوع إلى غاية 01 يوليوز

يمكنكم التسجيل بسهولة عبر الموقع



www.listeselectorales.ma

انسخوا الرمز من أجل التسجيل
أو التأكد من تسجيلكم

